

Des stadiers pour remplacer la police dans les stades

Faute d'une formation, c'est une «mission» impossible

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3952 - Dimanche 21 août 2016 - Prix : 10 DA

Il critique les conditions de préparation et la mauvaise prise en charge des athlètes

Le boxeur Labbadi jette un pavé dans la mare

Page 23

Reconnaissance des crimes de guerre en Algérie

Une revendication qui tarde à aboutir

Page 3

L'accord de Sekhirat à l'épreuve des faits

Par Mohamed Habili

Acculé dans ses derniers retranchements à Syrte, en butte à la fois aux attaques des milices relevant du gouvernement d'entente nationale de Fayez Sarraj (à moins que ce ne soit lui qui relève d'elles) et aux bombardements de l'aviation américaine, les jours de Daech en Libye sont comptés. Ce qui lui reste de force a le choix entre se défendre jusqu'au dernier homme, ce qui ne fait pas partie de sa religion de combat, à s'en référer en tout cas à ce que nous a habitués à cet égard l'organisation mère dont il se réclame, ou quitter la ville avant de se fondre dans la nature, dans l'espoir de rejaillir ailleurs. Syrte a été la seule ville du Maghreb tenue par la génération Daech du jihadisme dans la foulée du « printemps arabe ». Il est probable qu'elle sera la dernière, y compris en Libye, un pays pourtant divisé politiquement aussi bien que territorialement. La campagne en vue de lui reprendre cette position forte a été conçue dans une perspective double : l'écraser lui en particulier mais aussi s'autoriser de cette victoire pour amener le camp de Tobrouk à accepter la prééminence du gouvernement d'entente nationale.

Suite en page 3

Le président regrette ce qui s'est passé dans les années 1980

Bouteflika : «Le pays pâtit des fautes de gestion commises par des responsables»



La préservation de la sécurité de l'Algérie dans un contexte régional et mondial instable et la construction de son économie face à la chute des prix du pétrole qui pourrait durer longtemps, sont les deux soucis relevés par le Président Bouteflika qui a appelé à une plus grande vigilance et un travail sérieux à travers des réformes économiques «incontournables».

Lire page 3

Abdelmalek Bouchafa à Ifri/ Béjaïa

«Nous pouvons construire démocratiquement notre nation»

Page 2

Galerie d'art Aïcha-Haddad

Omar Kara expose ses dernières œuvres artistiques

Page 4

Des stadiers pour remplacer la police dans les stades

Faute d'une formation, c'est une «mission» impossible

■ On ne s'attendait pas à ce que le retrait de la police des stades soit appliquée aussi rapidement, prenant ainsi les acteurs du football et les stadiers qui n'ont pas encore reçu une formation adéquate, au dépourvu. Comment ces stadiers peuvent-ils assurer la sécurité dans les enceintes sportives livrées depuis des années aux actes de vandalisme que même les forces de l'ordre ont du mal à contenir ?

Par Louiza Ait Ramdane

La mesure de retrait de la police des stades initiée par la Direction générale de la Sûreté nationale, et son remplacement par des agents de sécurité appelés stadiers, n'a pas donné ses fruits. Le stadier est sensé avoir des connaissances des supporters et de leurs habitudes, comme un véritable médiateur entre les fans et les forces de l'ordre, que ce soit avant, pendant ou après le match. Et cela nécessite bien évidemment une formation de ces agents. Hier encore, le stade de Bologhine a été le théâtre de scènes de violence accrue entre les supporters des deux clubs USMA et MOB. Des supporters agressés et chassés du stade. Cela sans compter des actes de violence, des bagarres, des blessés... L'on se demande dans quelles circonstances se joueront les matches de haute tension, si un simple match a suscité un tel scandale ?

La décision du DGSN serait largement applaudie s'il elle était venue après une formation sérieuse des stadiers ou encore si la violence était éradiquée des stades. Or, cette mesure intervient aux pires moments de la prolifération du phénomène dans les stades. Dans de

pareilles conditions, le retrait de la police signifie qu'on reconnaît la victoire des vandales.

Le désengagement de la police qui n'est pas souhaité, a contribué à la propagation de la violence dans les stades. La preuve, un match normal entre deux équipes a fait parler de lui, mais dans le mauvais sens. Cette mesure n'a pas apporté des résultats meilleurs à ce fléau qui gangrène notre football, en tout cas pour l'instant.

Les clubs de foot désapprouvent la mesure

Le retrait des policiers des stades continue de susciter un débat chez les clubs de football, dont certains se sont prononcés contre cette mesure. C'est le cas de l'entraîneur de U21 CRB, Bakhti Karim, qui condamne l'application de cette mesure dans l'immédiat. M. Bakhti a déclaré : «La violence dans les stades est un problème qui concerne chacun de nous». Et d'ajouter : «Tout le système éducationnel doit participer à former un citoyen, respectueux de l'ordre et surtout responsable». Mais aussi, ajoute-t-il, il faut l'implication de tout un chacun dans le rétablissement de l'ordre public dans les enceintes spor-



P.H.D.R.

tives. Il appelle, à cet effet, le comité des supporters à jouer pleinement son rôle dans la sensibilisation des supporters. «C'est le travail des médias aussi, qui doivent jouer un rôle pour endiguer la violence dans les stades», ajoute-t-il. Sinon, pour Bakhti Karim, les stadiers ne sont pas prêts pour assurer la mission qui leur a été assignée. «Le sta-

dier doit avoir une formation adéquate qui lui permettra de faire face au phénomène de la violence dans les stades. On ne s'attendait pas à ce que cette décision soit mise en application dans l'immédiat». Pour l'entraîneur de U21 CRB, «il faut du temps pour tout». Le métier de stadier exige une formation et un savoir-faire quasi inexistant

en Algérie. Concernant la proposition d'interdire le déplacement des supporters avec leur équipe, l'intervenant, joint par téléphone, trouve regrettable d'en arriver là. Il trouve également regrettable d'augmenter le prix du billet d'accès au stade à 500 DA au lieu de 300 DA. «Ce n'est pas normal de demander à un jeune chômeur de payer une telle somme», regrette-t-il, ajoutant que «le prix du billet ne va pas empêcher le supporter de commettre des scènes de violence, au contraire, c'est une forme d'encouragement pour qu'il se déchaîne». Au chapitre des statistiques, la DGSN a fourni des chiffres éloquentes sur l'ampleur du phénomène dans les stades. Avec une moyenne de 150 incidents et près de 1 000 blessés chaque année, en sus des enceintes et des véhicules sac-cagés, la violence dans les stades s'est installée et s'est vite propagée pour devenir au fil des années, «un sport national». Les services de la DGSN ont fait état de 41 blessés parmi les rangs de la police dans le Grand-Alger lors des 139 rencontres de football jouées durant la saison 2015-2016. «Certains ont même été victimes de blessures graves causant leur arrêt de travail», déplore-t-il.

L. A. R.

Abdelmalek Bouchafa à Ifri/ Béjaïa

«Nous pouvons construire démocratiquement notre nation»

Des milliers de personnes ont investi hier le mémorial d'Ifri pour se recueillir sur les lieux de la tenue du Congrès de la Soummam. Jamais ce petit village n'a accueilli autant de monde qu'hier. Des dizaines de milliers de personnes: femmes, jeunes, vieux, militants politiques, mouvements associatifs, scouts, citoyens anonymes venus des quatre coins du pays ont pris d'assaut depuis les premières heures de la matinée et le va-et-vient s'est poursuivi toute la journée. Même en quittant les lieux vers midi, des milliers de personnes continuaient d'affluer vers les lieux à pied ou en voiture pour se ressourcer sur ces lieux sous un soleil de plomb (43°C). Il nous a fallu près d'une heure pour quitter le village en voiture. Ainsi, les autorités étaient les premières à arriver sur les lieux peu après 7h00mn du matin et au même moment une délégation de militants du FFS vient d'arriver d'Alger. La délégation ministérielle est constituée des ministres des Moudjahidine et de la Culture Tayeb Zitouni et Azzedine Mihoubi et du wali de Béjaïa Ould Salah Zitouni qui étaient, rappelons-le présents à Béjaïa depuis vendredi et s'est recueillie sur les lieux en déposant une gerbe de fleurs et en observant une minute de silence suivie des visites des lieux: la cinémathèque, la bibliothèque, le musée et les deux maisonnettes où s'était tenu le Congrès de la Soummam et elle a procédé à l'inauguration de la muraille glorifiant le Congrès de la Soummam et l'offensive du nord-constantinois et les stèles des six colonels qui avaient préparé le Congrès. Le ministre des Moudjahidine a baptisé la route d'Ifri au nom du Chemin Soummam 1956 et s'est recueilli au cimetière des martyrs puis

a donné le coup d'envoi du projet de rattachement de plusieurs villages dont Ifri au gaz de ville et la mise en service du raccordement au gaz naturel des villages Didoune et Tiouririne ainsi que la baptisation du centre de formation professionnelle d'Ouzellaguene au nom du moudjahid Medjokoune Boudjemma. La délégation est repartie à Béjaïa où elle a donné le coup d'envoi du 1^{er} séminaire scientifique sur le double anniversaire du Congrès de la Soummam et l'offensive du nord-constantinois au Campus Aboudaou à l'université de Béjaïa où un accord a été signé entre l'université Abderrahmane-Mira et le centre de recherche dans le mouvement nationaliste et la guerre de Libération nationale. Le ministre de la Culture Azzedine Mihoubi a lu la lettre du président de la République adressée au peuple à l'occasion où il a mis en exergue l'importance de ces deux dates dans la lutte pour le recouvrement de l'indépendance du pays et la résistance du peuple et les souffrances endurées alors et surtout la pertinence des résolutions du Congrès qui a jeté les jalons d'un Etat démocratique et social... Le FFS a tenu le pari de rassembler des milliers de militants et sympathisants venus des quatre coins du pays. Un meeting a été animé dans la cour du musée où deux membres de l'instance dirigeante ont pris la parole ainsi que le député de Béjaïa Rachid Chabati. Pour sa part, le premier secrétaire nationale du parti Abdelmalek Bouchafa a d'emblée parlé du Congrès de la Soummam et de ce qu'il avait généré comme dynamique en faveur de la lutte armée. Il dira: «le Congrès de la Soummam a donné un nouvel élan, un nouveau souffle pour le combat contre la puis-

sance coloniale et à Ifri a été posé un principe fondateur pour la suite de la guerre de Libération nationale et pour la construction de l'Etat algérien démocratique et social voulu par le peuple algérien». Ce principe, dit-il encore, «c'est le primat du politique sur le militaire». Ce principe est fondé sur le respect de la volonté populaire, de l'Etat de droit démocratique et demande aujourd'hui, à être respecté et appliqué. Il a rappelé «la caution» d'Aït Ahmed à ce Congrès et ses résolutions faisant observer que cet anniversaire est une belle occasion pour entretenir l'espérance démocratique et nous sommes réunis aujourd'hui pour rendre hommage à l'esprit de résistance millénaire des femmes et des hommes de ce pays, dira-t-il. Il a souligné qu'«aujourd'hui, la démocratie, l'Etat de droit et le développement ne sont pas au rendez-vous. Notre pays vit une situation difficile et périlleuse». Et d'ajouter: «Les questions de la légitimité, de la stabilité, de la cohésion nationale et de l'équité sociale, même posées dans un cadre national, continuent de ne recevoir que des réponses partiales et partielles. Elles pourraient tout au moins faire l'objet de débats démocratiques et citoyens pour éviter la résurgence des archaïsmes et des clivages dans la société» avertissant sur l'impact des bouleversements géopolitiques qui ont lieu dans le monde. Et s'interroger par la suite: «saurons-nous demain sauver et préserver l'Etat algérien sans sauver le régime». Pour lui, «nous pouvons encore construire démocratiquement notre nation et notre société mais en faisant preuve de bonne volonté, de patriotisme, de lucidité, d'énergie, d'engagement, de concertation et d'imagination, d'honnêteté et de vérité

pour permettre une prise de conscience collective préalable pour réunir les moyens du changement, pour construire un destin et un projet national encore introuvable, sans dévier de nos principes». De l'avis de M. Bouchafa «nous avons besoin d'évaluer collectivement et soigneusement nos choix, politiques, diplomatiques, militaires, économiques, énergétiques, agricoles et industriels et remettre le politique au cœur de nos institutions, au cœur de nos politiques publiques et au cœur de notre économie». Le chef de file du FFS relance l'idée de la reconstruction du consensus national et de la 2^e République. Il dira «nous pouvons consolider notre unité en préservant la pluralité et la diversité de notre société. Pour cela nous continuons à rechercher les voies et les moyens pour construire un consensus national malgré toutes les résistances et les obstacles rencontrés». Pour lui, «des forces politiques et sociales, dans le pouvoir et dans la société s'opposent au consensus national pour des motifs politiques afin de maintenir le statu quo, par souci de placement, par idéologie ou pour leurs intérêts». «Le consensus national est inéluctable, il se fera avec, contre ou sans les forces qui s'y opposent et ce par le peuple, avec le peuple et pour le peuple et nous irons du consensus de novembre et de la Soummam vers le consensus national, du consensus de la libération du pays au consensus de la libération du peuple». A noter que d'autres partis politiques comme le RCD, Ahd 54, Front de l'avenir étaient présents aussi à Ifri et à Ouzellaguene pour marquer cette date. **Hocine Cherfa**

— Le président regrette ce qui s'est passé dans les années 1980 —

Bouteflika «Le pays pâtit des fautes de gestion commises par des responsables»

■ La préservation de la sécurité de l'Algérie dans un contexte régional et mondial instable et la construction de son économie face à la chute des prix du pétrole qui pourrait durer longtemps, sont les deux soucis relevés par le Président Bouteflika qui a appelé à une plus grande vigilance et un travail sérieux à travers des réformes économiques «incontournables».

Par Nacera Chennafi

La commémoration du 60^e anniversaire du Congrès de la Soummam a été largement célébrée hier par chaque partie avec leurs différences. Ainsi, du côté des activités officielles, quatre ministres ont fait le déplacement à Béjaïa à leur tête celui des Moudjahidine. Un message écrit a été aussi adressé par le Président Bouteflika qui a rappelé la symbolique de cette date historique et défendu les réformes économiques engagées dans un contexte de crise financière suite à la chute des prix du pétrole tout en appelant à plus de vigilance pour préserver la sécurité de l'Algérie. Dans un message lu en son nom à Béjaïa par le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi, à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, commémorative du double anniversaire de l'offensive du nord-constantinois (20 août 1955) et du Congrès de la Soummam (20 août 1956), le président de la République Bouteflika a affirmé que l'incontournable processus de réformes économiques était susceptible d'ouvrir à l'économie nationale de nouvelles perspectives «au mieux des intérêts de notre peuple que nous voulons mettre à l'abri des fluctuations des marchés pétroliers».

Dans ce cadre, le chef de l'Etat est revenu sur la récente révision constitutionnelle qui vise, selon ses propos, entre autres objectifs, la modernisation des «modes et règles de gouvernance, de démocratie et de liberté pour les adapter à l'incontournable processus de réformes économiques, susceptible d'ouvrir à l'économie nationale de nouvelles perspectives au mieux des intérêts de notre peuple que nous voulons mettre à l'abri des fluctuations des marchés pétroliers». Ainsi, la gestion de cette crise devient de jour en jour



un grand souci pour le gouvernement. A ce propos, le Président Bouteflika dira que «pour ce faire, nous nous devons de construire une économie diversifiée et concurrentielle qui soit capable de s'imposer face aux économies d'autres pays à l'ère de la mondialisation». A cet effet, il a appelé les Algériens à faire de cet objectif leur combat et mobiliser leurs énergies et compétences. Le chef de l'Etat est aussi revenu sur la crise économique de 1986 qui a secoué le pays, suivie des événements du 5 octobre 1988. A ce propos, il a regretté des fautes de gestion commises par des responsables. «Toutefois, la marche ambitieuse et prometteuse de l'Algérie indépendante achoppe au terrible choc pétrolier des années 1980 et le pays pâtit des mauvais calculs et des fautes de gestion commises, pourtant, par des responsables dont le parcours militantisme était sans faille et les intentions bonnes et irréprochables», a-t-il relevé.

«Une plus grande vigilance pour préserver la sécurité de l'Algérie»

Exprimant son souhait que ce double anniversaire du 20 août 1955 et du 20 août 1956, «puisse offrir au peuple algérien, l'opportunité de consolider l'effort commun (...)», il a appelé à une «plus grande vigilance pour préserver la sécurité de l'Algérie et un travail sérieux et assidu pour construire son économie». «Après avoir vécu la tragédie nationale, le peuple algérien s'est engagé en un seul homme sur la voie du renouveau national dans un processus auquel je suis fier d'avoir participé depuis 1999», a-t-il dit avant de rappeler les initiatives qu'il avait lancées dont la réconciliation nationale. «Nous avons, dès lors, décidé de sortir le pays de la spirale du terrorisme et de la destruction pour le mettre sur la voie de la concorde civile et, partant, de la

réconciliation nationale, imprégnés que nous étions de nos valeurs de tolérance et de pardon, ces mêmes valeurs qui avaient catalysé la volonté de notre peuple musulman lorsqu'il a déclenché sa glorieuse guerre de Libération en scandant le nom d'Allah Akbar», a-t-il encore souligné. Il a aussi rappelé que le peuple algérien qui «a recouvré la souveraineté de son pays, a su remporter, peu d'années après, le défi de sa reconstruction et de son édification et effacer les stigmates de la guerre et de la destruction par l'édification d'un Etat moderne, fort d'une économie industrielle prometteuse». Revenant sur la symbolique historique du Congrès de la Soummam, il a parlé des «opérations héroïques, qualitatives et parfaitement orchestrées en ce 20 août 1955» qui «ont donné un souffle nouveau à la guerre de Libération». Selon le Président Bouteflika, «les opérations militaires du 20 août 1955 insufflèrent un nouvel élan à la révolution qui fut élargie aux quatre coins du pays, pour mieux faire entendre sa voix haut et fort sur la scène internationale. La cause nationale se fraya, ainsi, un chemin vers les tribunes des instances et organisations régionales et internationales». Enfin, il a qualifié ce Congrès de tournant dans l'histoire de la guerre de Libération nationale, «il fut un tournant des plus décisifs dans l'histoire de notre glorieuse révolution» ajoutant que «c'est ainsi que se cristallisa la volonté d'hommes intègres, de se réunir au plus haut niveau, en ce 20 août 1956, pour la tenue d'une importante rencontre historique, le Congrès de la Soummam, témoin de l'éclosion du génie des dirigeants de la révolution qui dessinèrent avec une grande ingéniosité les contours d'une stratégie exhaustive de la révolution, incluant les dimensions militaire, politique, diplomatique et sociale».

N. C.

Reconnaissance des crimes de guerre en Algérie Une revendication qui tarde à aboutir

La célébration de la Journée nationale du moudjahid, commémorative du double anniversaire du 20 août 1955 représentant l'offensive du nord-constantinois, et du Congrès de la Soummam tenu également un 20 août 1956 vient ouvrir une plaie qui peine à cicatriser. Celle de l'exigence de la reconnaissance de la France des crimes commis particulièrement durant la Révolution nationale. Une exigence qui depuis longtemps a été demandée par de nombreuses associations et quelques organisations politiques et qui pourtant cogne contre un refus officiel français. Les crimes commis de guerre voire d'Etat commis par la France, particulièrement ceux perpétrés durant la Guerre de libération doivent être reconnus comme tels. La France elle-même l'a bien fait du temps du général De Gaulle qui a obligé l'Allemagne à reconnaître qu'elle a commis des crimes en France pendant l'occupation. En outre, cette demande n'a rien de particulier ou d'exclusif à l'Algérie puisqu'en 2002, le Premier ministre de Nouvelle-Zélande, Helen Clark, a reconnu les exactions commises contre le peuple de Samoa entre 1914 et 1962. En 2006, les autorités canadiennes elles aussi fait de même à l'endroit des Amérindiens en leur accordant 2 millions de dollars aux enfants de ces populations arrachés à leur famille. Le Premier ministre australien, en 2008, a appelé le sort terrible réservé

aux peuples aborigènes. En juin 2013, William Hague, ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, a déclaré dans ce contexte même que «le gouvernement britannique regrette sincèrement que ces abus aient eu lieu et aient entaché la progression du Kenya vers l'indépendance. La torture et les mauvais traitements sont des atteintes odieuses à la dignité de l'homme que nous condamnons sans réserve». Alors, pourquoi l'Etat français s'entête en faisant un dossier singulier ? Et pour cause, jusque là, la France, s'inscrivant dans le déni total de son très lourd passé colonial, y compris cette période de la Révolution nationale où exécutations sommaires, tortures, déportation dans des camps de «regroupement», politique de terre brûlée... étaient le mot d'ordres des militaires français, campe sur ses positions pour qualifier cette période de «tragédie», ce qui n'est pas faux d'ailleurs, allant même à compatir avec l'Algérie et les Algériens des «souffrances que la colonisation a infligées». C'est ainsi que le Président Hollande lors de son voyage algérois en 2012 n'a pas manqué d'afficher haut et clair les intentions de l'intention de l'Etat français qui désireux de mener les relations algéro-françaises vers «l'avenir» avait déclaré : «J'ai toujours été clair sur cette question : vérité sur le passé, vérité sur la colonisation, vérité sur la guerre avec ses drames, ses

tragédies, vérité sur les mémoires blessées». «Mais en même temps volonté de faire que le passé ne nous empêche pas au contraire de faire le travail pour l'avenir», avait-il ajouté. Ceci étant en peu plus clair, il est vrai que les différentes lois d'amnistie en France empêchent le jugement des coupables, d'autant plus que la majorité des commanditaires sont décédés, mais il n'empêche que seule cette repentance peut panser les blessures de tout un peuple meurtri dans sa chair. Il s'agira d'une réparation symbolique qui viendra mettre un terme à une discrimination mémorielle et commémorielle qui n'a que trop duré et durant toutes ces années, cette reconnaissance liée à une histoire singulière commune a douloureusement et durablement affecté les relations bilatérales entre les deux pays tout comme d'ailleurs elle a envenimé les relations de centaines de familles mixtes. Ainsi, l'exigence de reconnaissance des crimes commis en Algérie durant la guerre de libération constitue et demeure une revendication juste et légitime qui au-delà de l'apaisement qu'elle procurera entre les deux pays, devra servir à l'avenir pour faire avancer chercheurs et historiens à mieux connaître et donc à mieux écrire l'histoire nationale loin de toute récupération politique. Un débat qui va bien falloir ouvrir en Algérie.

Lynda Naili

LA QUESTION DU JOUR

L'accord de Sekhirat à l'épreuve des faits

suite de la page Une

Si le premier objectif est en bonne voie d'être réalisé, on ne voit pas en revanche que les autorités de Tobrouk soient mieux disposées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient auparavant envers le gouvernement à vocation nationale siégeant à Tripoli. A l'évidence, la réunification politique de la Libye ne passe pas par une campagne militaire contre Daech, aussi victorieuse qu'elle puisse être. Elle nécessite une autre approche, un nouvel épisode de négociations, un autre accord de Sekhirat mais qui ne concernerait quant à lui que les deux gouvernements de Tripoli et de Tobrouk. Ce n'est pas du tout dans cet esprit que travaille la communauté internationale par l'intermédiaire de l'ONU. Pour elle, il existe une feuille de route relative à la crise libyenne, qu'il ne reste plus qu'à mettre en œuvre dans l'ensemble de ses clauses. Encore faut-il savoir ce qui se cache derrière l'appellation vague de communauté internationale. Ce sont les pays actifs militairement parlant en ce moment même en Libye, encore que ce soit de façon plutôt discrète, les mêmes dont l'intervention militaire avait fait tomber le régime Kaddafi il y a de cela plusieurs années. Ce sont eux qui ont présidé à l'accord de Sekhirat à travers les émissaires onusiens. Voilà plusieurs mois que le gouvernement d'entente nationale emmené par Fayaz Serraj se trouve à Tripoli, qu'il jouit de la reconnaissance et de la protection des grandes puissances, mais sans qu'il parvienne à rien dans la réalisation de sa mission principale : restaurer l'unité de l'Etat libyen, faire tenir ensemble sous une même autorité politique les différentes régions du pays. Combien de mois supplémentaires faudrait-il encore attendre avant que l'on admette que le processus de Sekhirat est en panne, et que cela n'est dû ni au hasard ni à la mauvaise volonté du gouvernement de Tobrouk, mais au déséquilibre qu'il instaure entre les deux pôles qui se sont affirmés au lendemain de la chute de Kaddafi ? Avant Sekhirat, il y avait un Parlement reconnu par la communauté internationale, et c'était celui de Tobrouk, et un autre qui ne l'était pas et qui se trouvait à Tripoli. L'accord de Sekhirat a renversé cette donne : ce qui était considéré comme légal et légitime fait figure maintenant de camp renâclant à la légalité internationale, et ce qui était estimé comme un pouvoir de fait est maintenant associé au gouvernement légal. Les puissances qui veillent à l'intégrité territoriale de la Libye et à sa sécurité ne traitent pas encore le camp de Tobrouk de camp rebelle, et agissent à son égard en conséquence, mais il ne manque plus que cela pour que le renversement opéré par l'accord de Sekhirat soit complet. M. H.

Ould Ali El-Hadi à Béjaïa «Nous travaillons pour combler le déficit en matière d'infrastructures»

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports Ould Ali El Hadi était en visite hier à Béjaïa où il s'est enquis des conditions d'hébergement et d'accueil des 300 enfants issus des wilayas de Khenchela et Ghardaïa hébergés au niveau du camp de vacances de l'ANALJ à Béni K'sila. Le ministre a insisté sur une bonne prise en charge en matière de restauration et d'hébergement des enfants en vacances depuis le 06 jusqu'au 23 du mois courant. Il faut rappeler que 1200 enfants issus des wilayas du Sud et des wilayas intérieures du pays ont séjourné à Béni K'sila pendant plusieurs semaines depuis le début de la saison estivale, ceci dans le cadre du programme de mobilité jeunes de moins de 18 ans, organisé chaque année par le secteur en pareille période.

«Un programme qui rentre dans la stratégie du ministère de la Jeunesse et des Sports», dira-t-il, exprimant sa satisfaction sur le succès de cette opération et exhortant la direction de la jeunesse et des sports de «renforcer» ce genre d'actions d'autant que les infrastructures existent, fait-il observer. Le ministre s'est rendu aussi à Souk El-Tennine où sont hébergés au niveau de l'auberge de la localité 51 jeunes issus de la wilaya de Ouargla. Ould Ali El-Hadi, a montré aussi le même intérêt et la même satisfaction pour les auberges de jeunes qui se distinguent aussi par la qualité de leur gestion et les prestations qu'elles offrent. Il a inspecté aussi les travaux de réfection de la salle omnisports (OMS) de Tichy et inspecté les travaux de réfection de cette infrastructure qui ont été bouclés et les travaux de réhabilitation du château de la comtesse transformé en auberge de jeunesse sur une décision prise par les autorités il y a plusieurs années. Le château est en phase d'équipement. Il a visité aussi la délégation de la wilaya d'Adrar en séjour à l'auberge de jeunesse de Tichy. Il a assisté à un match de football opposant la délégation d'Adrar à Ghardaïa au niveau du stade proximité de la localité. Le ministre s'est rendu à Akbou, où il a assisté à une cérémonie organisée à l'hôtel «Atlantis» en l'honneur des deux clubs féminins de football de moins de 20 ans et moins de 17 ans de la localité qui ont décroché deux coupes d'Algérie. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a donné le coup d'envoi du 4^e tournoi international de handball féminin à Ouzellaguene. Ould Ali El-Hadi a «salué» auparavant les efforts qui se font au niveau de la wilaya en matière de sport et a reconnu les manques existants en matière d'infrastructures par rapport aux résultats qu'enregistre la wilaya depuis des années. Il a rassuré son monde que son ministère «travaille pour combler justement le déficit et lacunes en matière d'infrastructures sportives afin de répondre à la demande exprimée par le monde sportif».

Hocine Cherfa

Accord d'amitié algéro-français

EL Islah exige des «excuses officielles»

■ L'accord d'amitié algéro-français n'a de sens qu'avec la reconnaissance par la France de ses crimes commis durant la période coloniale, a insisté samedi à Oran, le secrétaire général du mouvement El Islah, Filali Ghouini.



Ph/D. R.

Par Redwane T.

Le S.G d'El Islah qui s'exprimait lors d'une rencontre avec les cadres de sa formation politique au niveau de l'Ouest du pays, a saisi l'opportunité de la célébration de la journée du moudjahid, pour souligner que «l'accord d'amitié algéro-français n'a de sens qu'avec la reconnaissance par la France de ses crimes commis durant la période coloniale».

«Cette reconnaissance passe

également par des excuses officielles, la réparation de préjudices et l'indemnisation des victimes de la colonisation», a-t-il souligné.

Au plan politique, le premier responsable d'El Islah a invité les structures de base de son parti à entamer d'ores et déjà les préparatifs des échéances électorales de l'année prochaine réitérant également son appel pour le renforcement du front interne devant conduire à la réalisation de l'entente nationale qui ras-

semble tous les algériens. Abordant la situation économique et sociale du pays, Filali Ghouini a estimé que celle-ci a atteint «la côte d'alerte rouge», en raison du niveau du déficit public et de l'amenuisement des ressources financières et notamment du fonds de régulation des recettes provoqué par la baisse du prix du pétrole.

Dans ce sens, il a souligné la nécessité d'un dialogue avec toutes les parties concernées et les experts algériens qui doivent

être impérativement associées à toute de prise de décision.

Evoquant le dossier de l'éducation nationale, il a plaidé pour une réforme de l'examen du bac, appelant à un dialogue avec les pédagogues, tout en soutenant que ce secteur «n'est pas l'apanage d'une poignée de personnes, mais concerne tous les algériens car, engageant l'avenir de leurs enfants».

R. T.

Offensives du 20 août 1955

Un message que nul ne doit oublier selon Belaid

Le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid a affirmé samedi à Skikda que les offensives du 20 août 1955 constituent «le message des martyrs et des moudjahidine que nul ne doit oublier». Animant une rencontre des militants et sympathisants de son parti au centre culturel, Aissat Idir, au centre ville, le premier responsable du Front El Moustakbal a souligné que les offensives du Nord-Constantinois ont

confirmé la détermination du peuple algérien à recouvrer sa souveraineté. Il a appelé les jeunes à préserver les acquis de la Révolution du 1^{er} novembre 1954 et à œuvrer à construire une Algérie forte et stable. M. Belaid a également plaidé pour «l'édification d'une démocratie populaire» et a appelé à une gestion réfléchie des institutions au service du peuple avec pour seule alternative, «le développement du pays et de son

peuple». Il a, dans ce contexte ajouté que le peuple demeure le seul «garant» de la force d'un pays, soulignant «l'importance de lui redonner confiance». Au cours de cette rencontre, des moudjahidine ayant participé aux offensives du Nord-Constantinois à l'image de Nouar Nafaâ, Bousenane Boumendjel, Hafessi Ahmed, Saifi Abderrezak, ont été honorés.

R. N.

Consulat général d'Algérie à Bruxelles

Célébration de la Journée nationale du moudjahid

Le Consulat général d'Algérie à Bruxelles a organisé hier une cérémonie d'hommage à la mémoire des martyrs de la Révolution nationale à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du moudjahid marquant cette année le 60^e anniversaire du Congrès de la Soummam. Une cérémonie à laquelle ont pris part des moudjahidine établis en Belgique et leurs familles, ainsi que des représentants du mouvement associatif algérien et de la communauté algérienne qui ont commémoré également l'offensive du Nord-constantinois le 20 août 1955. Dans une allocution prononcée à l'occasion de la

cérémonie, l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Amar Belani a souligné «combien l'offensive du Nord-constantinois et le congrès de la Soummam étaient décisifs et déterminants» pour la suite de la guerre de libération nationale. Il a également indiqué que la commémoration de ces deux événements historiques est une occasion pour «mettre en avant les valeurs nationales et nourrir le sentiment patriotique». Rappelant le contexte géopolitique régional et international de l'Algérie, M. Belani a indiqué que «la guerre de libération nationale a légué aux générations actuelle et future un patrimoine

de valeur considérable permettant de poursuivre le processus d'édification d'une Algérie forte et unie». Une exposition sur ces deux événements historiques qui ont marqué la Révolution nationale et permis à celle-ci de connaître une étape nouvelle et de provoquer un retentissement international a été inaugurée au siège du Consulat général d'Algérie à Bruxelles. Le 20 août 1955 et le 20 août 1956 constituent, incontestablement, deux dates marquantes, voire symboliques de l'histoire de l'Algérie. Ces deux événements ont internationalement médiatisé le combat des Algériens pour l'indépendance.

B. A.

Gestion financière, politique macro-économique et réformes structurelles

La Chine et l'Inde vont renforcer leur collaboration lors du G20

■ La Chine et l'Inde ont convenu d'accroître leur dialogue et d'approfondir leur collaboration dans le cadre du G20 afin de renforcer les relations bilatérales, ont annoncé des responsables des deux pays à l'occasion du Dialogue financier sino-indien qui a pris fin cette semaine à Pékin.

Par Ahmed A.

Des responsables des ministères des Finances, ainsi que d'autres organes gouvernementaux ont ainsi conclu qu'il était essentiel pour les deux parties de partager informations et expériences en matière de gestion financière, de politique macro-économique et de réformes structurelles. «En élevant le niveau des échanges financiers et de coordination des politiques, la Chine et l'Inde pourraient établir un mécanisme plus avancé permettant d'investir et de commercer à un plus haut degré, tandis que certains vides en matière politique et juridique pourraient être comblés», a indiqué un économiste indien. Les deux pays ont déjà réclamé davantage de démocratie dans la gouvernance financière mondiale via une réforme de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Mais ils ont échoué pour l'heure à trouver les ressources nécessaires pour les compléter. «Les



structures et cadres actuels s'effondrent alors que les besoins pour un mécanisme plus résilient

en matière de commerce ne cessent de croître», a renchéri un autre expert.

A ce titre, des discussions ont eu lieu sur la libre convertibilité du yuan et de la roupie indienne

sur les marchés domestiques, car de nombreux hommes d'affaires investissant en Chine ou en Inde sont confrontés à de nombreux obstacles lorsqu'il s'agit de payer avec une tierce devise telle que le dollar ou l'euro, a-t-il ajouté.

Avec le spectre de la crise financière rôdant toujours au-dessus de l'Asie, ce soutien mutuel concernant les devises devrait contribuer à lutter contre la spéculation internationale, a estimé cet économiste. Pour lui, l'inflation et le fait que la roupie ait perdu un tiers de sa valeur face au dollar en cinq ans provoque du mécontentement.

Lors de ce dialogue, les deux parties ont convenu de créer des plateformes permettant des interactions financières, utilisant pleinement la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAIL), la Nouvelle banque de développement des BRICS et le Fonds de réserve d'urgence des BRICS pour renforcer leur coopération.

A. A.

Marchés de change

L'euro en repli face au dollar

L'euro reculait vendredi face à un dollar soutenu par la publication d'indicateurs favorables, dans un marché s'interrogeant toujours sur le calendrier d'un éventuel resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis.

L'euro valait 1,1325 dollar en fin d'après-midi contre 1,1354 dollar jeudi soir. La monnaie européenne montait ainsi légèrement face à la devise japonaise à 113,51 yens contre 113,48 yens pour un euro jeudi soir. Le dollar progressait lui aussi face à la

monnaie nippone à 100,24 yens contre 99,94 yens pour un dollar jeudi soir.

Le marché se montrait toujours attentiste après la publication mercredi soir du compte rendu de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) de fin juillet, le prochain événement permettant de trouver des indices sur les intentions de l'institution n'étant attendu que vendredi prochain, avec le discours de la présidente de la Fed, Janet Yellen, lors de la conférence annuelle sur la poli-

tique monétaire à Jackson Hole. Les minutes ont témoigné des divergences au sein de la banque centrale américaine au sujet du moment adéquat pour relever les taux alors qu'une telle hausse bénéficierait au dollar. La Fed s'abstient depuis le début de l'année de ressermer une politique encore très accommodante. Le ton de ce document était bien plus attentiste que ce à quoi s'attendaient les marchés, selon les analystes, effaçant l'effet des déclarations faites en début de semaine par certains respon-

sables de l'institution monétaire, qui avaient évoqué l'éventualité d'une hausse des taux dès la prochaine réunion du comité de politique monétaire, en septembre. «Les dirigeants de la Fed semblent divisés concernant le calendrier de la prochaine hausse des taux et les marchés doutent toujours qu'elle ait lieu d'ici la fin de l'année», a observé Chris Saint, analyste chez HL Currency Service. «Il semble probable que la Fed privilégie le statu quo et attende davantage d'indicateurs économiques positifs pour justifier un relèvement des taux d'intérêt américains en décembre», a estimé Lukman Otunuga, analyste à FXTM Research. Le billet vert bénéficiait cependant vendredi d'indi-

cateurs américains relativement favorables publiés jeudi concernant les inscriptions au chômage et l'activité économique. «Toute information donnée par la présidente de la Fed Janet Yellen la semaine prochaine à Jackson Hole sera de la plus haute importance pour la performance du dollar», a indiqué dans une note Lee Hardman de FX Research.

En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a elle publié jeudi les minutes de sa dernière réunion, qui témoignent d'un optimisme prudent concernant l'économie ainsi que les effets des mesures de politique monétaire prises à la suite du référendum britannique, ont estimé des analystes.

A. S.

Menaces terroristes et météo défavorable en France

L'afflux touristique en baisse au 2^e trimestre

La fréquentation touristique des hôtels et hébergements collectifs en France, a fortement reculé au deuxième trimestre à raison de 4,8% sur un an, perturbée notamment par la désaffection des étrangers après les attentats et le mauvais temps, selon des statistiques officielles. Au premier trimestre, la fréquentation touristique en France avait pourtant repris un peu de vigueur, indique vendredi l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) cité par l'AFP. Mais elle a de nouveau souffert d'avril à juin, avec en particulier une baisse des clients étrangers dans les hôtels, campings et autres hébergements (-8,5%).

Ce recul «plus important qu'au premier trimestre (-2,7%) est comparable à celui observé au quatrième trimestre de 2015, à la suite des attentats de novembre», note l'Insee. Les effets du terrorisme sur le tourisme français se sont encore amplifiés au troisième trimestre après l'attentat de Nice (85 morts le 14 juillet), qui a un peu plus freiné les étrangers. En outre, «deux jours fériés en 2016 contre cinq l'année précédente et une météo défavorable ont pénalisé la fréquentation touristique en avril et en mai», avance par ailleurs l'Insee. «La baisse en juin est plus modérée grâce notamment à l'impact positif de l'Euro de football dans les villes qui ont accueilli des matchs»,

ajoute l'institut. Du côté des hôtels, seuls ceux situés dans les villes de province accroissent leurs nuitées (+1,5%), «en partie grâce à l'attrait de l'Euro de football sur les clientèles française comme étrangère». La fréquentation dans les autres hébergements collectifs de tourisme a de nouveau reculé fortement au deuxième trimestre (-6,4% sur un an), avec là aussi un impact plus marqué dans l'agglomération parisienne. Le début de saison est quant à lui qualifié par l'Insee de «difficile» pour les campings avec une fréquentation en repli de 6,8% au 2^e trimestre, du fait notamment de la météo maussade.

R. E.

Cours de l'or noir

Le pétrole finit en légère hausse à New York

LES COURS du pétrole ont légèrement progressé vendredi à New York, semblant faire une pause à l'issue d'une semaine de hausse soutenue. Le cours du baril de référence «light sweet crude» (WTI), a progressé de 22 cents à 49,11 dollars sur le contrat pour livraison en septembre au New York Mercantile Exchange (Nymex). Les marchés reprenaient leur souffle vendredi après une forte hausse cette semaine qui a permis de largement dépasser le palier des 40 dollars le baril. Les analystes de Commerzbank notaient qu'aucune nouvelle ne justifiait la nette hausse des cours de jeudi et jugeaient qu'«en ce moment, l'absence de mauvaise nouvelle suffit à faire monter les prix». L'enthousiasme semblait également retomber autour des annonces de discussions fin septembre entre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) afin de parvenir à une limitation de la production dans un contexte d'inquiétude sur une surabondance de l'offre.

A. S.

Investissement à Ain Témouchent

Une quinzaine de projets dans l'attente d'une autorisation

■ Pas moins de quatorze projets d'investissement dans le domaine du tourisme thermal sont dans l'attente d'une autorisation préalable à leur lancement, a annoncé le wali d'Ain Témouchent.

Par Ilham N.

Ces projets avalisés n'attendent plus que l'autorisation du ministère des ressources en eaux pour lancer les travaux de leur réalisation au niveau de la zone d'expansion touristique (ZET) de Hammam Bouhadjar, a indiqué Hamou Ahmed Touhami, lors d'un conseil de wilaya consacré à la préparation des procédures à mener en prévision des saisons automnale et hivernale. Le wali a, par ailleurs affirmé, qu'un dossier sera déposé la semaine prochaine au niveau du ministère de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'artisanat, portant sur une révision de l'exploitation des eaux thermales de Hammam Bouhadjar, et le lancement des 14 projets concernés. Dans ce même cadre, une équipe de l'agence nationale des ressources hydriques (ANRH) est attendue à Hammam Bouhadjar pour étudier ce dossier et rendre une réponse définitive concernant l'exploitation des eaux thermales de la région. Le wali a rappelé, également, le lancement prochain par l'investisseur Djillali Mehri, du projet de réalisation d'une ville touristique à Madagh 3,



relevant administrativement de la wilaya. Une superficie de 206 hectares est dégagée à cet effet, a-t-il signalé. Par ailleurs, cette rencontre a été consacrée à la préparation de la rentrée sociale et à la mobi-

lisation des moyens pour prévenir et lutter contre les inondations et autres catastrophes naturelles. Chaque commune doit désigner un responsable pour gérer ce dossier, notamment, en ce qui concer-

ne l'entretien des réseaux d'assainissement avant la saison de pluie.

Trois stations de téléphonie 4G opérationnelles à la fin du mois

Trois nouvelles stations de téléphonie 4G seront mises en service à la fin du mois d'août courant à travers la wilaya d'Ain Témouchent, a-t-on appris de la direction opérationnelle (DOT) d'Algérie Telecom. Selon le chargé de la communication, ces stations seront implantées à Terbane, à la ZHUN Béni-Saf et au chef-lieu de wilaya. Cette nouvelle technologie permet la modernisation des prestations téléphoniques en mode fixe et offrira un meilleur accès à Internet à haut débit et renforcer la couverture téléphonique de toute la wilaya notamment ses zones rurales, a expliqué Benamar Diffalah. Il est à noter que six nouvelles stations similaires ont été mises en service au cours du premier semestre de l'année en cours à Hassi el Ghella, Ouled Boudjemaa, El Mellah, Oued Sebbah, Sidi Boumedienne et la nouvelle ville d'Ain Témouchent.

I. N./APS

Sidi Bel-Abbès

Nouvelle usine ENIE en service en octobre

La nouvelle usine de l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) implantée dans la ville de Sidi Bel-Abbès, entrera en service au cours du mois d'octobre prochain, a-t-on appris à Sétif auprès du président directeur général (P-dg) de cette unité industrielle. S'exprimant en marge de l'inauguration de l'unité de distribution de Sétif, intégralement rénovée, Djamel Bekkara a indiqué à l'APS que la nouvelle usine de cette firme nationale sera opérationnelle le 8 octobre 2016, une année, jour pour jour,

après l'incendie qui s'est déclaré dans l'ancienne unité (8 octobre 2015). Le responsable a souligné que cette nouvelle usine qui atteint actuellement 55% de taux d'avancement des travaux sera dotée d'équipements et d'installations technologiques ultra sophistiquée en mesure d'augmenter la cadence de la production et de porter le nombre des postes d'emplois de 350 à 500 postes. Selon Bekkara, l'ENIE nouera un partenariat avec la direction générale de la recherche scientifique du ministère de l'Enseignement supérieu-

re et de la recherche scientifique pour l'ouverture au sein de l'enceinte de l'usine d'un centre de recherche expérimentale au profit de tous les opérateurs du secteur. Dans le cadre du programme d'acquisition de nouvelles technologies, Enie a lancé un vaste programme de formation pour son personnel a souligné le responsable détaillant que des cadres d'Enie ont suivi des sessions de formation aux USA, en chine, et au Japon dans l'objectif de mieux maîtriser les dernières technologies du domaine. ENIE, fleuron de l'industrie

nationale, ambitionne selon ses responsables d'asseoir les bases essentielles devant lui permettre de valoriser, pleinement, l'outil de production et de s'investir d'avantage dans la compétitivité, la recherche et l'innovation technologique.

Ali O./agences

Emploi à Mascara

Des milliers de jeunes bénéficient de postes permanents

L'agence de l'emploi de la wilaya de Mascara a procédé, durant les 7 mois de l'année en cours, au placement de 4 274 jeunes de Mascara dans des postes permanents, a-t-on appris, mercredi du chef de cette structure. Par le biais de ses six sections locales, l'agence de wilaya a procédé, durant la période allant de janvier à juillet dernier, au placement de

3.385 jeunes dans des postes de travail permanents au niveau d'entreprises économiques publiques et privées, 501 autres jeunes insérés dans le cadre du dispositif d'assistance à l'insertion professionnelle (DIAP) et enfin 388 autres au titre de contrats de travail aidés, a précisé Mohamed Ziani. Cette agence, qui projette le placement de 5 000 demandeurs d'em-

ploi à la fin de l'année en cours, a enregistré une baisse du nombre de demandes d'emploi déposées à son niveau. Celles-ci sont passées de 25 092 demandes durant les sept premiers mois de 2015 à 20 452 demandes en 2016. « Cette situation s'explique par une baisse du taux de chômage chez les jeunes », a précisé le même responsable. Par ailleurs, en vue

d'améliorer le cadre du travail de ses personnels et les conditions d'accueil des citoyens, l'agence a bénéficié du projet d'aménagement de la section de Sig ainsi que de trois études d'aménagement de sièges des sections de Bouhanifia, Ghriiss et Tighennif, a-t-on ajouté. F.T.

Oum El Bouaghi

Production de plus de 2 millions de quintaux de céréales

Pas moins de 2, 98 millions de quintaux de céréales ont été produits, au titre de l'actuelle campagne moisson-battage à Oum El Bouaghi, a-t-on appris auprès du directeur adjoint de la direction des services agricoles. Les Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) d'Oum El Bouaghi et d'Ain Miila n'ont réceptionné de cette quantité produite que 742 161 quintaux de divers produits céréaliers a indiqué Ali Fenazi, arguant que des agriculteurs de dix sept com-

munes de la wilaya n'ont pas remis leurs récoltes aux CCLS. Le recul de la production céréalière est expliqué par plusieurs facteurs dont la chute de grêle qui a endommagé pas moins de 35.000 hectares des surfaces agricoles et les feux de récoltes déclarés au cours de la campagne moisson-battage a ajouté la même source, soulignant que la rentabilité par hectare n'a atteint cette saison que 12 quintaux. L'opération de livraison aux points de stockage de la récolte des

diverses variétés de céréales se poursuit, selon M. Fenazi, qui a estimé à un million la quantité de céréales remise aux CCLS d'ici septembre prochain. Pour rappel, les services agricoles ont mobilisé pour le compte de la campagne actuelle de moisson battage à Oum El Bouaghi, 660 moissonneuses-batteuses et ont mis à la disposition des agriculteurs de la wilaya dix sept points de récolte d'une capacité de stockage de 1,25 million de quintaux.

APS

Tébessa Des projets d'investissement approuvés

LE COMITÉ de wilaya de l'amélioration et la redynamisation de l'investissement de Tébéssa a approuvé cinq projets d'investissement sur les six dossiers admis, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La même source a expliqué que ce comité, présidé par le wali Ali Bouguerra, a donné son accord pour ces projets dans plusieurs secteurs, répartis sur le chef lieu de wilaya et les communes de Bir El Ater, Boulhaf Dir et El Aouinet. Parallèlement au report de l'étude du sixième dossier à une date ultérieure, les services de la wilaya ont indiqué que six recours ont été introduits et examinés concernant des extensions de superficie pour des projets, le changement du site des projets de production du charbon terreux et de l'unité de production du bentonite vers le chef lieu de wilaya ainsi que le changement du site de réalisation d'une salle omnisport à la commune de Bir El Ater, et une unité de raffinage et de renouvellement des huiles usitées à El Aouinet. Au cours de la même réunion, la domiciliation des projets de l'unité de récupération des huiles de consommation, de marchandisation et du stockage situé à la commune de Boulhaf El Dir, ainsi que le projet de la réalisation d'une station de service à la commune de Bir Mokkaadem a été approuvée. R.R.

Le Premier ministre turc à propos des frappes syriennes à Hassaké

Damas a compris que les Kurdes sont «une menace»

■ Damas a compris que les Kurdes deviennent «une menace pour la Syrie aussi», a déclaré hier le Premier ministre turc, dans la première réaction d'Ankara aux frappes sans précédent de l'aviation syrienne à Hassaké (nord-est) contre les Kurdes.

Par Ahmed S.

«C'est une situation nouvelle» et «il est clair que le régime (syrien) a compris que la structure que les Kurdes tentent de former dans le nord (de la Syrie) a commencé à devenir une menace pour la Syrie aussi», a déclaré Binali Yildirim, au sujet de l'ambition des Kurdes de relier les régions sous leur contrôle, de l'autre côté de la frontière turque. «C'est ce que nous comprenons», a dit le Chef du gouvernement. Les avions syriens ont frappé jeudi et vendredi des secteurs tenus par les forces kurdes à Hassaké, ville dont les deux-tiers sont contrôlés par les Kurdes et le reste par les forces gouvernementales. C'était la première fois depuis le début du conflit en mars 2011 en Syrie que l'armée de l'air frappait des positions kurdes.

Ankara veut être «plus active» en Syrie dans les six prochains mois

Par ailleurs, la Turquie qui estime que «le bain de sang (en Syrie) doit cesser» et que «les bébés, les enfants, les innocents ne devraient pas mourir», a affiché son intention d'être «plus active». En effet, déplorant cette situation humanitaire désastreuse, le Premier ministre Binali Yildirim a déclaré hier que son pays «va être plus active en essayant d'empêcher (la situation) de s'aggraver au cours des six prochains mois», a-t-il dit sans pour autant fournir plus de précisions. Et de poursuivre que «que nous l'aimions ou pas, Al-Assad est aujourd'hui l'un des acteurs» de la guerre dans ce pays et «on peut lui parler pour la transition».

Des frappes russes depuis ses navires en Méditerranée contre les terroristes en Syrie

D'autre part, la Russie a annoncé vendredi avoir frappé les terroristes en Syrie depuis ses navires de guerre déployés en Méditerranée, après avoir commencé à utiliser cette semaine un aéroport en Iran pour faire décoller ses bombardiers. «Les



Ph. > D. R.

navires lance-missiles "Zeleny Dol" et "Serpoukhov" de la Flotte russe de la mer Noire ont effectué aujourd'hui trois lancements de missiles de croisière contre des cibles du groupe terroriste Front Al-Nosra (aujourd'hui (vendredi) Front Fateh al-Cham, après avoir renoncé à son rattachement à Al-Qaïda) en Syrie, a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué. «Un poste de commandement et une base des terroristes à Daret Ezaa (à l'ouest d'Alep), ainsi qu'une usine de fabrication et un important dépôt de munitions dans la région d'Alep ont été détruits à l'issue de ces frappes», précise le communiqué. Le vol des missiles s'est passé «au-dessus de zones non-habitées afin d'assurer la sécurité de la population civile», affirme le ministère. Cette annonce intervient alors que la Russie, qui mène des frappes aériennes depuis septembre dernier en soutien aux forces gouvernementales syriennes, a bombardé mardi dernier pour la première fois des

cibles en Syrie en faisant décoller ses bombardiers depuis l'aéroport militaire d'Hamedan, dans le nord-ouest de l'Iran. Alep, ville-clé du conflit syrien, est actuellement le théâtre d'âpres combats entre les forces gouvernementales et les rebelles. Des centaines de milliers de civils y sont pris au piège et souffrent d'importantes pénuries, selon l'ONU. Déclenché en mars 2011, le conflit en Syrie a fait plus de 290 000 morts et jeté sur les routes des millions de personnes, selon des estimations

L'aviation russe n'est pas à l'origine du raid qui a blessé le garçonnet Omrane

S'agissant du petit Omrane, un enfant syrien vivant à Alep dont la photo, le montrant recouvert de sang a fait le tour du monde, Moscou a rejeté vendredi toutes responsabilités. «Les avions russes opérant en Syrie ne visent jamais de cibles à l'intérieur de zones de peuplement», a assuré

un porte-parole militaire, Igor Konachenkov dans un communiqué. «Aucune frappe russe n'a eu lieu mercredi soir dans l'est d'Alep, où le cliché a été pris», a-t-il affirmé. Selon lui, Qaterji se situe à l'écart des zones bombardées par l'aviation russe car ce quartier jouxte les couloirs humanitaires ouverts par Moscou pour permettre aux habitants de fuir la ville assiégée. Les accusations des médias occidentaux sont «une exploitation cynique» de la situation à Alep et «un cliché de la propagande antirusse», a-t-il ajouté. Le porte-parole a en outre expliqué que l'attaque avait été menée des groupes armés pour discréditer les efforts russes en faveur de la création d'un couloir humanitaire. «Si une frappe a eu lieu», affirme-t-il, ça n'a pas été un raid aérien mais l'explosion de bouteilles de gaz «utilisées en grande quantité par les terroristes» ou des tirs de mortier.

Au moins 41 morts depuis mercredi dans des combats à Hassaké

Au moins 41 personnes sont mortes depuis mercredi dans des combats dans la ville de Hassaké, entre les forces pro-gouvernementales et kurdes, a rapporté samedi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les combats ont fait depuis mercredi, selon l'OSDH, au moins 41 morts, dont 25 civils, parmi lesquels 10 enfants. Selon Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, «il y a eu des violents combats, avec

l'usage de l'artillerie et des roquettes, durant toute la nuit et le matin». Les frappes de jeudi avaient été menées par des bombardiers SU-24 et pris pour cible des forces kurdes qui s'entraînaient sous la supervision de conseillers spéciaux américains, selon le Pentagone. Sachant que les Kurdes de Syrie représentent 15% de la population, ils ont auto-proclamé en mars dernier une «région fédérale» et rêvent de relier les régions sous leur contrôle dans le nord du pays. Ainsi, les deux-tiers de Hassaké, une ville du nord-est de la Syrie, sont tenus par les forces kurdes et le reste, notamment le centre-ville, est aux mains du gouvernement. Rappelons que des combats meurtriers ont éclaté mercredi dernier entre la principale milice pro-gouvernementale et les forces kurdes soutenues par les Etats-Unis et jeudi, pour la première fois, le gouvernement avait mené des frappes contre les Kurdes.

Plus de 300 morts en trois semaines de combats à Alep

Plus de 300 civils ont péri en trois semaines de combats entre les forces gouvernementales et les insurgés pour le contrôle d'Alep, la grande ville du nord de la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les combats pour le contrôle de la seconde ville du pays ont causé la mort de 333 personnes depuis le 31 juillet, quand les rebelles ont lancé une offensive majeure pour briser le siège imposé par le gouvernement aux quartiers sous son contrôle situés dans l'est d'Alep. Selon ce bilan, 165 civils, dont 49 enfants, ont perdu la vie dans les bombardements des rebelles sur les quartiers gouvernementaux situés dans l'ouest de la ville. En outre, 168 personnes ont été tuées dans les raids aériens syrien et russe ainsi que dans d'autres bombardements sur les quartiers rebelles, précise l'OSDH. Par ailleurs, 109 personnes sont mortes dans le reste de cette province septentrionale. Des raids de l'aviation et des combats intenses étaient entendus samedi dans la ville, dans les quartiers est, selon l'AFP. A. S.

Croissant-Rouge syrien

Une quarantaine d'enfants malades évacués vers Damas

Au moins 18 civils dont 13 enfants malades ont été évacués vendredi par le Croissant-Rouge syrien de la ville assiégée de Madaya, proche de Damas, a affirmé un médecin ayant soigné les enfants.

Parallèlement, 18 autres personnes, dont un nombre indéterminé d'enfants, ont été évacuées de Foua et Kafraya, deux villages chiites de la province d'Idleb (nord-ouest) assiégés par des groupes rebelles, a indiqué une

source de sécurité syrienne. Le Croissant-Rouge a annoncé sur Twitter l'évacuation de 36 personnes au total de Madaya et des deux villages, affirmant qu'il s'agit de «cas humanitaires». «L'opération s'est faite en coordination avec l'ONU», a indiqué le médecin Mohammad Darwich, précisant que le convoi parti de Madaya «se dirigeait vers Damas où les patients recevront un traitement». D'après un accord conclu en septembre 2015, toute

évacuation à Madaya et Zabadani, ville également assiégée par le gouvernement dans la province de Damas, doit se faire simultanément avec une opération similaire à Foua et Kafraya.

Le 11 août, l'envoyé spécial de l'ONU Staffan de Mistura a appelé pouvoir et rebelles à permettre l'évacuation d'urgence d'au moins 18 malades ou blessés, en majorité des enfants de Madaya et Foua.

R. N.

Coalition arabe au Yémen

Washington réduit ses conseillers militaires

Les Etats-Unis ont réduit le nombre de leurs conseillers militaires auprès de la coalition arabe intervenant au Yémen sous commandement saoudien, a indiqué samedi un officier de l'US Navy. Cette réduction du nombre de conseillers s'était produite «du fait qu'il n'y a pas eu

la même demande d'assistance» de la part des Saoudiens, a indiqué le lieutenant Ian McConnaughey, porte-parole de la 5e flotte américaine basée à Bahreïn, cité par l'AFP.

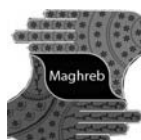
McConnaughey a expliqué que la réduction du nombre de conseillers américains n'affectait

pas le soutien apporté par les Etats-Unis aux Saoudiens et était dictée par une meilleure gestion des ressources humaines de l'US Navy. «C'en est la principale raison et ça a été dicté par le niveau de soutien demandé par les Saoudiens», a-t-il dit. Selon lui, les Etats-Unis gardent un

nombre limité de conseillers auprès de la coalition, soit «moins de cinq qui travaillent au sein de la cellule de conseillers».

L'Arabie saoudite fait face à des critiques répétées de la part des défenseurs des droits de l'Homme en raison du nombre élevé de civils tués dans les raids

aériens de la coalition au Yémen. Les responsables américains n'ont cessé de demander à leur allié saoudien d'éviter les pertes civiles lors des opérations militaires contre les rebelles Houthis qui contrôlent la capitale Sanaa et une bonne partie du nord du Yémen. R. C.



Libye

2,4 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire

■ «Plus de 2,4 millions de personnes en Libye ont besoin d'aide humanitaire», a déclaré Martin Kobler, l'émissaire de l'ONU pour la Libye, à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire.

Par Faiza O.

«**I**ls manquent de médicaments, de vaccins, et doivent composer avec des services hospitaliers précaires. Près de 300 000 enfants sont déscolarisés et près de 350 000 Libyens ont été déplacés à travers le pays», a-t-il ajouté dans un communiqué publié vendredi sur le site de la mission dans le pays. Le diplomate a également mentionné la situation délicate de plus de 270 000 migrants qui ont fui leurs pays et sont bloqués en Libye. «Les besoins humanitaires créés par la crise en Libye sont énormes, et cela devrait nous inciter à faire notre maximum pour redonner espoir aux gens, et particulièrement à ceux dans le besoin urgent d'aide humanitaire», a-t-il souligné. Depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, des milices rivales s'affrontent pour le contrôle du pays, se livrant des guerres de pouvoir sans merci. Les combats se sont récemment concentrés autour



Ph. > D. R.

de la ville de Syrte, où les forces du gouvernement d'union libyen (GNA, soutenu par l'ONU) mènent depuis le mois de mai un assaut contre les troupes du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI-Daech).

Les corps de cinq migrants repêchés en Méditerranée

La Croix-Rouge italienne et l'ONG maltaise MOAS ont

annoncé avoir récupéré en mer les cadavres de cinq migrants, dont ceux de deux fillettes syriennes, après un naufrage au large des côtes libyennes. Les corps des deux petites filles, âgées l'une de huit mois et l'autre de cinq ans, ainsi que de deux femmes et d'un homme ont été repêchés à 22 milles marins des côtes libyennes par l'ONG Migrant Offshore Aid Station (MOAS) et un bateau de pêche présent dans cette zone, d'après

le communiqué diffusé. Les 21 survivants de ce naufrage, qui ont été secourus dans un premier temps par l'ONG espagnole Proactiva Open Arms, affirment qu'en tout 27 personnes, membres de huit familles syriennes, se trouvaient à bord du canot qui s'est abîmé dans le canal de Sicile. Un passager est toujours porté disparu. Les corps flottant dans la mer avaient été repérés par l'équipage du Phoenix, le bateau de l'ONG

Migrant Offshore Aid Station MOAS qui se rendait sur les lieux d'un autre naufrage. La journée de jeudi a été particulièrement chargée pour les sauveteurs dans le Canal de Sicile. En tout, 534 migrants ont été secourus en mer jeudi au cours de 11 opérations de sauvetage, ont dit les gardes-côtes italiens qui coordonnent les opérations. «Il est temps que la communauté internationale prenne la mesure de cette réalité et mette en place des solutions sûres et légales pour les plus vulnérables, afin qu'ils puissent accéder à la protection à laquelle ils ont droit», a déclaré Regina Catrambone, cofondatrice de l'ONG MOAS, déplorant la mort de «si jeunes enfants» en mer. La mort des deux fillettes syriennes en Méditerranée intervient à presque un an de celle du petit Aylan Kurdi, dont la photo du cadavre sur une plage turque avait fait le tour du monde et suscité une vague d'émotion planétaire. La traversée du Canal de Sicile, particulièrement périlleuse, a coûté la vie à 3 120 migrants depuis le début de l'année, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a relevé une augmentation de 26% du nombre total des migrants morts en Méditerranée cette année. Plus de 100 000 migrants et réfugiés ont débarqué sur les côtes italiennes depuis le début de l'année, selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

F. O./agences

Malgré les campagnes hostiles marocaines

La cause sahraouie se consolide au niveau des institutions européennes

Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati, a souligné que la question du Sahara occidental «se consolide» jour après jour au niveau des organes et institutions européennes, malgré «les campagnes hostiles marocaines». «La question du Sahara occidental a enregistré des progrès significatifs dans les milieux politiques et judiciaires européens, après la reconnaissance de la Cour de justice de l'Union européenne, du Front Polisario en tant que personne morale et seul représentant légitime du peuple sahraoui, après la plainte déposée par le Polisario contre les accords signés entre l'UE et le Maroc incluant le Sahara occidental», a soutenu M. Sidati dans son intervention lors de la 7^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Dans ce contexte, M. Sidati a rappelé l'avis juridique de Cour de justice de l'UE annulant ces accords et déclarant que le Maroc n'a aucune souveraineté sur le Sahara occidental (territoire

non autonome, sujet d'un processus de décolonisation inachevé). «Cette décision de la cour européenne a emmené plusieurs pays de l'UE à annuler leurs accords avec le Maroc qui se trouve actuellement dans un isolement international», s'est-il félicité. Enfin, le ministre délégué pour l'Europe a critiqué les alliés du Maroc, notamment la France et l'Espagne qui se sont hâtés pour le recours à l'appel contre l'annulation de l'avis de Cour de justice de l'UE pour la défense

de leurs propres intérêts économiques. Le 10 décembre dernier, la Cour de justice de l'UE (CJUE) a annulé l'accord agricole entre l'UE et le Maroc en raison de l'application dudit accord au Sahara occidental occupé. Des chercheurs de renom en droit international ont déclaré à plusieurs reprises que l'UE viole le droit international au Sahara occidental. Un avis partagé par le service juridique du Parlement européen et plusieurs Etats membres, rappelle-t-on.

La 7^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), s'est ouverte mardi dernier à l'université M'hamed-Bougara (Boumerdès).

Quelque 400 cadres, des membres de la société civile algérienne et des personnalités internationales activant dans la défense des droits de l'Homme participent à ce rendez-vous. Etaient présents à l'ouverture de cette rencontre devant durer jus-

qu'au 22 août et placée sous le thème «L'Etat sahraoui est la solution», le président sahraoui, Ibrahim Ghali, l'ambassadeur de la RASD à Alger, Bechraya Hamoudi Bayoun, le président de l'université d'été et des responsables sahraouis. Prennent part également à ce rendez-vous des représentants de partis politiques algériens, ainsi que des membres du corps diplomatique accrédités à Alger.

F.O./APS

Tunisie

Un parti islamiste radical défie le gouvernement

Hizb Tahrir, le parti islamiste radical tunisien, a dénoncé le gel de ses activités pour une durée d'un mois, prononcé par la justice sur demande de l'Etat, rapporte l'AFP: «Nous n'allons pas cesser nos activités (...) Nous travaillons au grand jour, dans les cafés et les places publiques et ce, depuis l'ère de Ben Ali et Bourguiba. Nous ne disparaissions pas sous terre et nous ne travaillons pas clandestinement», a déclaré, lors d'une conférence de presse, Mohamed Nacer Chouikha, un responsable de cette formation légale depuis 2012 en assurant que son parti ne se conformerait pas à «une

mesure dictée par l'étranger». Pour le responsable islamiste, l'actuel gouvernement mené par Youssef Chahed est formé de «simples fonctionnaires chez les colonisateurs britannique et américain (...) qui ont déclaré la guerre à Hizb Tahrir à travers le monde pour le dissoudre et l'empêcher de travailler», a-t-il accusé. Hizb Tahrir a donné au gouvernement 30 jours pour revenir sur sa décision, sans toutefois préciser ce qu'il compte faire en cas de refus des autorités. Sur demande de l'Etat tunisien, la justice a suspendu les activités du parti radical pour «infractions au décret de 2011 sur les asso-

ciations», a indiqué mardi le porte-parole du tribunal de première instance de Tunis. La veille, lundi, Hizb Tahrir avait dénoncé, dans un communiqué, l'arrachage de son emblème au siège du parti par les forces de l'ordre. En juin, le ministère de l'Intérieur avait déjà interdit le congrès annuel du parti «pour raisons de sécurité». «Il est du droit du ministère de l'Intérieur, s'il voit qu'un événement est susceptible de perturber l'ordre public, de ne pas l'autoriser (...). Il s'agit d'un parti qui ne reconnaît pas le caractère civil de l'Etat», avait dit à l'AFP le ministre de l'Intérieur, Hédi Majdoub.

R.M.



Ethiopie

La colère gronde toujours en région Amhara

■ Les manifestations ont pour le moment cessé mais la colère gronde toujours à Bahir Dar, la capitale de la région Amhara dans le nord de l'Ethiopie, qui panse ses plaies après un bain de sang début août.

Par Ali O.

Le mouvement de contestation anti-gouvernementale a donné lieu à une manifestation de grande ampleur le 7 août, au cours de laquelle au moins 30 manifestants ont été tués par les forces de sécurité éthiopiennes, selon un bilan d'Amnesty International.

«Je dirais au moins 50 morts!» corrige Getachew (prénom d'emprunt, Ndlr) à un journaliste de l'AFP, sur la base des corps qu'il a comptés à l'hôpital de la ville ce jour-là.

Le jeune homme d'une trentaine d'années, habillé de noir, porte le deuil de son frère Abebe,



28 ans, tué de deux balles, l'une derrière la tête et l'autre dans le

flanc, au cours de la manifestation à laquelle participait également Getachew.

«Les "Agazi" étaient sur les toits. Ils ont commencé à tirer sur la foule, pendant que la police (au sol) lançait des gaz lacrymogènes», dit-il en évoquant les redoutées forces spéciales éthiopiennes reconnaissables à leurs bérets rouges et déployées en nombre à Bahir Dar.

Tout en parlant, Getachew fait défiler les photos de victimes prises avec son téléphone portable.

Comme de nombreux manifestants, en signe de défiance au gouvernement, son frère Abebe portait sur ses épaules un drapeau éthiopien vert-jaune-rouge, amputé de l'étoile centrale ajoutée par le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF) lorsqu'il a chassé du pouvoir le dictateur

Mengistu en 1991.

Getachew est l'un des rares à accepter de témoigner. Bahir Dar, petite ville touristique au bord du lac Tana, tout près des sources du Nil Bleu, panse encore ses plaies. Beaucoup refusent de parler, de peur de représailles des autorités.

Les touristes ont déserté les hôtels et les guides s'ennuient à la recherche de clients.

«Si je dis quelque chose dans un café, le Kebele (comité de quartier) le saura. On ne peut faire confiance ni à ses voisins, ni à ses amis», confie l'un d'eux dans un hôtel de la ville.

La peur est palpable. Depuis les manifestations, les arrestations se multiplient.

L'internet sur les téléphones portables est bloqué, tout comme les réseaux sociaux, outil de mobilisation privilégié des jeunes activistes. Une multitude

de griefs viennent alimenter ce mouvement, largement désorganisé, contre la coalition qui dirige l'Ethiopie sans partage depuis 25 ans, aux premiers rangs desquels la corruption, l'absence de liberté et le sentiment des Amhara d'avoir été déclassés au profit de la minorité tigréenne qui forme l'ossature du régime.

Ashenafi (prénom d'emprunt, Ndlr) est allé manifester «pour envoyer un message» à un gouvernement qu'il juge dominé par la minorité des Tigréens, crédité par la communauté internationale de spectaculaires résultats en matière de développement.

«Il y a un développement tangible. On ne peut pas nier les routes, les immeubles, l'accès à l'électricité, reconnaît-il. Mais tous les décideurs sont Tigréens. Ils dominent l'économie et la société.

Toutes les industries sont dans le Tigré», assure-t-il. Une plainte récurrente en Ethiopie où les Tigréens occupent les postes-clés au sein des services de sécurité, du gouvernement et des grandes entreprises publiques.

Pour ces jeunes Amhara, la décision des autorités de rattacher la province de Wolkait (Nord) à la région du Tigré a mis le feu aux poudres.

Le mouvement de contestation s'est joint à celui des Oromo qui manifestent régulièrement depuis novembre 2015 contre un projet d'appropriation de terres, abandonné depuis. Plusieurs dizaines de manifestants avaient également été tués les 7 et 8 août dans cette région du sud du pays.

Oromo et Amhara forment ensemble plus de 60% de la population en Ethiopie.

La contestation vient remettre en cause le fonctionnement du «fédéralisme ethnique», un modèle censé accorder une représentation et la possibilité de s'auto-administrer à la multitude d'ethnies qui composent l'Ethiopie.

A. O.



Points chauds

Communauté

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump, candidat Républicain à l'élection présidentielle, traîne derrière lui depuis de nombreuses années déjà une image de raciste qui si elle lui a été favorable pour engranger des voix parmi les ultraconservateurs, risque de lui faire perdre nombre de votes du côté des Républicains modérés qui refusent d'être représentés par un tel personnage. Et si cela n'a jamais dérangé Trump d'être traité de raciste, image avec laquelle il n'a d'ailleurs jamais hésité à jouer, lorsqu'il était en avance dans les sondages, maintenant qu'il est à la traîne, il cherche à changer de stratégie. Or, ces derniers mois l'on trouve beaucoup de personnalités noires américaines qui dénoncent sans ambages le candidat conservateur et sa personnalité sulfureuse. Trump cherche en effet désormais à mettre fin à ce désamour et tend la main à la communauté noire. Cette semaine il a ainsi consacré un discours dans une tentative d'élargir sa base électorale. Il a affirmé que le parti Démocrate d'Hillary Clinton et de Barack Obama avait trahi ses électeurs noirs. «Aucun groupe en Amérique n'a plus souffert des politiques d'Hillary Clinton que les Noirs», a déclaré le candidat Républicain à la Maison-Blanche lors d'un meeting à Dimondale, dans le Michigan. «Si le but d'Hillary Clinton avait été d'infliger le plus grand mal à la communauté noire, elle n'aurait pu mieux faire». «Ce soir, je demande à chaque citoyen noir de ce pays qui souhaite un avenir meilleur de voter pour moi», a lancé Donald Trump. En 2012, 13% des votants de la présidentielle étaient noirs, et 93% d'entre eux ont voté pour Barack Obama, selon les sondages de sortie des urnes. Hillary Clinton a elle-même démontré son immense popularité auprès de cette communauté lors des primaires, recueillant jusqu'à 90% des voix des électeurs noirs face au sénateur Bernie Sanders. Mais Donald Trump, après avoir initialement clamé, lors des primaires, qu'il serait capable de récupérer le vote hispanique, a apparemment décidé que la victoire en novembre dépendrait désormais en partie du vote noir. «Vous vivez dans la pauvreté, vos écoles sont mauvaises, vous n'avez pas de travail, 58% de votre jeunesse est au chômage. Mais qu'est-ce que vous avez à perdre ?» a-t-il lancé. Il a affirmé que son adversaire Démocrate voulait «ouvrir les frontières», déclarant que les immigrants «prenaient vos emplois». Toutefois, il est fort peu probable que cet appel de Trump soit entendu par une communauté qui au fil des années, depuis le début de ses attaques répétées contre Barack Obama, a appris à le considérer comme un ennemi et un adversaire. Aujourd'hui, cet appel désespéré d'un candidat qui commence à réaliser que ses chances de victoire sont de plus en plus minces, ne risque pas de changer grand-chose à l'issue du scrutin de novembre prochain qui s'annonce de plus en plus évidemment comme le sacre d'Hillary Clinton comme prochain président des États-Unis.

F. M.

Afghanistan

Un district proche de Kunduz aux mains des talibans

Les talibans ont pris hier un important district proche de la ville de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, seule capitale provinciale depuis 2001 qu'ils aient réussi brièvement à contrôler l'an dernier, ont rapporté des sources locales.

Selon le gouvernorat provincial, les insurgés ont capturé juste avant l'aube hier le district de Kahn Abad, à une trentaine de km à l'est de Kunduz, et les combats se poursuivaient en fin de matinée.

«Les combats se poursuivent dans Khan Abad et alentours. La majorité de la ville est sous le contrôle des talibans. Nous essayons de reprendre le district» a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouverneur Sayed

Mahmood Danish. Le responsable du district visé, Hayatullah Amiri, a précisé que «les talibans ont lancé une attaque coordonnée sur Khan Abad ce matin à 4h00 après plusieurs heures de combat».

Selon lui le centre de la ville est aux mains des insurgés. «Nous avons demandé depuis des jours des renforts de police et de l'armée mais le gouvernement provincial n'a pas prêté attention à nos appels et finalement, ce matin, le district est tombé», s'est-il plaint.

Un porte-parole des taliban a annoncé dans un communiqué cette avancée.

«Nous tenons le siège du district, le quartier-général de la police, celui des services de ren-

seignement et les barrages de la police» a-t-il détaillé.

Cette progression sème apparemment la panique chez les civils.

Selon un instituteur en fuite joint par l'AFP, Abdul Sattar, «les habitants craignent pour leur vie et beaucoup fuient leurs maisons, les commerces sont fermés. Nous avons réussi à nous enfuir très tôt ce matin mais des centaines de familles sont prises au piège» a-t-il indiqué, affirmant craindre «la chute de la capitale provinciale».

La ville de Kunduz était tombée en septembre 2015 aux mains des talibans qui en avaient gardé le contrôle trois jours, semant la panique dans la population.



Galerie d'art Aïcha-Haddad

Omar Kara expose ses dernières œuvres artistiques

■ La galerie d'art Aïcha-Haddad est garnie depuis le début du mois d'août de la dernière collection des œuvres de l'artiste peintre Omar Kara. Cette exposition qui se poursuit jusqu'au premier septembre prochain est un hymne pour l'espoir et l'optimisme. L'artiste a déclaré dans ce sens qu'il s'est inspiré de notre société et du quotidien de notre population.



Ph. > D. R.

Par Abia Selles

Les plasticiens algériens démontrent de plus en plus une créativité artistique et un talent particulier. Malgré toutes les contraintes, ils œuvrent à prouver que l'art plastique n'a pas de limites et qu'ils sont capables d'être des références comme Mohamed Khadda et autres. Avec des techniques variées et des outils différents, ils arrivent à nous faire découvrir des œuvres

de haute facture. Cependant, ils sont tous face à un problème qui limite leur présence sur la scène culturelle nationale. Il s'agit du manque des salles d'exposition où ils peuvent exposer leurs œuvres. Depuis quelques années, l'établissement Art et culture de la wilaya d'Alger a ouvert ses espaces pour tout artiste qui veut partager ses œuvres artistiques avec le public. De grandes salles et d'autres de proximité sont à la

disposition des artistes. C'est le cas de la salle d'exposition Aïcha-Haddad qui abrite depuis le début du mois d'août une exposition de dessin de l'artiste Omar Kara. Cette exposition qui se poursuit jusqu'au premier septembre n'a pas de thème précis mais elle se veut un hymne à l'espoir et à l'optimisme. «Je m'inspire du quotidien des Algériens. Il y a de belles choses comme il y a de mauvaises choses mais l'artiste doit

prendre son public vers la bonne rive», déclare le plasticien qui avait déjà exposé de très belles œuvres en céramique. A propos de ces dernières, Omar Kara nous a confié que «c'est la source d'inspiration qui me guide vers l'art adopté, la technique et les couleurs utilisées. Avant, je travaillais beaucoup plus la céramique mais aujourd'hui mes sources d'inspiration m'envoient vers le dessin sur la toile».

Les dernières œuvres de Omar Kara comme le montrent leur titres sont porteuses de message positif. C'est ce que le montre les toiles «Espoir bleu», «Espérance», «Le passage» et «Printemps». Il y a aussi la culture algérienne qui est omniprésente dans les œuvres exposées telles que «Mariage», «El Aroubi» et «Pensée profonde». La femme algérienne est aussi présente avec sa beauté et son élégance dans les œuvres de Omar Kara. C'est ce que le montre l'œuvre intitulée «Femme chaoui». Ces œuvres dont la majorité sont faites à l'encre de Chine sont d'une simplicité extrême et peu-

vent avoir plus d'interprétation. Les titres qu'a mis l'artiste ne font que guider le public vers l'idée de l'artiste.

A propos de ses projets d'avenir, Omar Kara nous a déclaré qu'on ne peut pas fixer un rendez-vous avec la création artistique. Pour lui ce sont les sources d'inspiration qui guident la créativité de l'artiste. **A.S.**

RENDEZ-VOUS CULTURELS

- Centre culturel Mustapha Kateb
Jusqu'au 5 septembre :
Exposition collective d'artisanat
- Musée d'art moderne et contemporain d'Alger (Rue Larbi Ben-M'hidi, Alger)
Jusqu'à la fin du mois d'août :
- Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani et autres
- Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 6 septembre :
Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.
- Esplanade de Sidi-M'hamed (Oran)
Jusqu'au 20 août :
Manifestation «Les Journées culturelles du Sud». Soirées artistiques avec la participation des groupes Takouba, Tindi, Takoumba et Imzad Guittar. Expositions quotidiennes et vente de bijoux traditionnels.
- Galerie d'Arts Aïcha Haddad
Jusqu'au 01 septembre :
L'artiste Omar Kara expose ses œuvres
- Maison de la culture Ould Abderahmane Kaki de Mostaganem
Du 25 au 29 août :
49e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem
- Du 20 au 23 août :
3e Festival national de la poésie melhoun de Mostaganem
- Théâtre de verdure, Bois des arcades
26 août :
Spectacle de musique moderne par le groupe rock Dzair
- Palais de la culture Moufdi Zakaria
Jusqu'au 17 septembre :
Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba»

Site antique de Djemila/Sétif

Un monument à découvrir

Après son Festival musical, le site antique de Djemila offre la découverte d'un des joyaux du patrimoine national dans un cadre naturel magnifique. La 12e édition du Festival arabe de Djemila (23 au 30 juillet dernier) ferme ses portes après un déploiement de musiques et de chants allant du Maghreb au Machreq et portés par des artistes talentueux dont de nombreuses vedettes de premier plan. La manifestation, comme à son habitude, a drainé des foules nombreuses et enthousiastes venues de Sétif et de sa région ainsi que de plusieurs autres endroits du pays. Au-delà de sa scène, le Festival arabe de Djemila permet, une fois par an, de mettre en valeur, notamment par la médiatisation, l'un des joyaux du patrimoine culturel algérien. Quand les projecteurs et les micros s'éteignent, la ville antique, qui a résisté au temps, demeure offerte aux visiteurs dans le silence de son cadre naturel magnifique. La visite vaut le déplacement et correspond parfaitement à l'idée d'une excursion estivale, mêlant la beauté des lieux au caractère extraordinaire d'une cité ancienne qui dévoile toutes les ressources de son urbanisme, de son architecture et de son art qui ont établi sa réputation internationale. C'est en 1982 que Djemila a été clas-

sée par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité et elle fait depuis partie des sept sites algériens qui ont bénéficié de cette inscription d'excellence. Située à 33 km de Sétif et 245 km d'Alger, le parc archéologique se situe à 900 m d'altitude et cette position rend sa visite encore plus agréable en été puisqu'on peut y bénéficier d'un microclimat particulièrement tempéré et agréable. Comme pour toutes les villes anciennes, l'emplacement de Djemila a fait l'objet d'un choix judicieux combinant les aspects naturels, militaires, économiques, etc. Dénommée Cuicul dans l'Antiquité (un nom d'origine amazighe), la cité a été fondée vers la fin du 1^{er} siècle (en 96 précisément) par des vétérans romains. Son lieu d'implantation répondait d'abord à un souci stratégique puisqu'il permettait de disposer d'une élévation propice à sa défense et à la surveillance des alentours et au carrefour des routes antiques importantes de l'Est algérien menant à Sitis (Sétif), Cirta (Constantine) et Lambèse. La disponibilité de l'eau et la possibilité d'une agriculture orissante et d'un commerce régional ont motivé aussi fortement le choix du lieu. Pour le visiteur qui accède au site, ces éléments d'histoire apparaissent au premier coup d'œil sur le panorama général de la ville.

Construite sur un éperon étroit entouré de ravins, Djemila se présente comme une sorte de triangle en pente de 365 m de hauteur et d'une superficie d'environ 80 000 m². Elle s'est développée à partir de son sommet vers l'aval, ce qui se traduit à travers ses trois parties principales : la vieille cité ou quartier nord, la nouvelle cité au sud, et le quartier dit «chrétien» au sud-est. Du point de vue des axes de circulation, Djemila obéit aux règles de l'urbanisme des cités romaines. Dans la vieille cité commence le Cardo Maximus qui prolonge la route de Lambèse. On peut y voir la porte d'Iglili (auj. Jijel, au nord). Arrivé au Forum, le Cardo Maximus traverse le Decumanus Maximus, autre voie principale dont le pavage est bien conservé et permet en certains endroits de voir les canalisations d'eaux usées parfaitement réalisées. On peut aussi voir en plusieurs endroits du Cardo les vestiges des colonnes qui supportaient des toitures pour abriter les passants du soleil ou des intempéries. Au croisement du Cardo et du Decumanus se trouve le Forum, la place centrale de la ville où l'on venait discuter d'affaires commerciales ou citoyennes. D'une surface de 2 000 m², il était entouré de colonnes majestueuses, bien visibles aujourd'hui, et de statues

dont il ne reste que les emplacements. Mais la vue du lieu est saisissante de beauté. Le Forum est le cœur de la cité et il est entouré de monuments emblématiques à caractère religieux ou politiques. On y trouve ainsi la Curie et le Capitole, édifices prestigieux destinés aux cultes des différentes époques. Sur le Forum se dressent les vestiges du marché de Cosinus, qui porte le nom du riche citoyen qui l'avait offert à la ville. Une inscription en latin encore présente permet de découvrir l'origine de ce don. Il s'agit d'un marché couvert qui abritait 17 boutiques aux comptoirs de pierre. Sur un côté de cette halle, on peut voir une magnifique table en pierre ornée de sculptures avec trois rectangles en creux qui servaient à la mesure des grains et des liquides. Toujours autour du Forum se trouve la basilique judiciaire qui mêlait les fonctions d'un tribunal et d'une bourse de commerce. Juste à côté, les vestiges du Temple de Vénus, déesse de l'amour pour les Romains, viennent rappeler les croyances de cette civilisation méditerranéenne. Plus bas, la ville nouvelle s'organise autour de la place des Sévères (une dynastie d'empereurs). On l'appelle aussi le nouveau forum. D'une superficie de 3 200 m², il se trouve à l'intersection de cinq rues. **R.C.**

Coup-franc direct

Prenez vos responsabilités ou partez !

Par Mahfoud M.

Bizarre a été la réaction du président de la LFP, Mahfoud Kerbadj qui, interpellé sur les scènes de violence au stade de Bologhine entre l'USMA et le MOB, a eu une réplique décevante. En effet, Kerbadj dira, par rapport au retrait de la police et son remplacement par les stadiers, qu'il s'agit d'une nouvelle disposition et qu'il faudra donc s'y adapter. Les clubs doivent aider dans son application, selon lui, en demandant par exemple à leurs supporters d'éviter les déplacements à l'extérieur. C'est la politique de l'autruche qui est donc prônée par Kerbadj qui ne donne aucune solution et qui n'admet pas l'échec de cette disposition avant même son application en raison du manque de formation de ces stadiers. Peut-on demander à un supporter qui se passionne pour son équipe d'éviter tout déplacement et de rester à la maison attendre le score ? Il est clair que cette disposition qu'il prône est purement ridicule et qu'advient-il des derbys algérois aussi ? Va-t-on aussi interdire aux supporters de s'y rendre ? Il est clair qu'un derby sans supporters n'aura aucun goût. Les responsables de la balle ronde nationale doivent prendre leurs responsabilités ou sinon ils doivent laisser leur place à des gens qui auraient leur mot à dire dans ce genre de situation. **M. M.**

Ligue 1 Mobilis de football (1^{re} journée) Le champion en titre débute fort

LE CHAMPION en titre, l'USM Alger, a débuté fort la nouvelle saison de la Ligue 1 professionnelle en remportant son premier match face au Mouloudia de Béjaïa sur le score de (2/0). Les Rouge et Noir sont entrés en force lors de ce match, et se sont créés de nombreuses occasions avant de trouver le chemin des filets à la 44' par l'international espoir, Oussama Derfalou, qui n'a pas trouvé de peine à battre le gardien, Rahmani après avoir été servi par le meneur de jeu, Beldjilali. Les Mobistes ont tout fait pour tenter de rétablir l'équilibre et essayer d'égaliser mais sans succès. Ce sont les gars de Soustara qui réussiront à aggraver la marque à la 78', par Rabie Meftah sur penalty après fauchage de Guissan dans la surface de réparation. Ce succès conforte l'USMA qui a connu de nombreux changements dans l'effectif au niveau du staff technique avec l'arrivée du technicien français, Jean Michel Cavali qui avait été désigné entraîneur, à moins d'une semaine de l'entame du championnat remplaçant

au pied levé le driver algérien Amrouche, qui est parti après une mésentente avec les dirigeants, lui qui avait assuré la préparation de l'équipe dans les deux stages en France et en Tunisie. Les Rouge et Noir ne comptent pas rester là et se donneront à fond pour tenter de réaliser un parcours exemplaire comme cela a été le cas la saison dernière quand ils ont remporté le titre de champion. A noter que le coach, Cavali, a promis de se donner à fond pour aller le plus loin possible en compétition africaine, sachant que le club est engagé en Ligue des champions d'Afrique après avoir remporté le titre de champion d'Algérie la saison dernière. En tout cas, le technicien français estime que c'est un succès mérité pour son équipe qui s'est donné à fond, alors que le manager général, Mahieddine Meftah, estime qu'il ne peut espérer une meilleure entame, sachant que l'USMA a joué un club très difficile à manier. **M.M.**

Transfert Accord trouvé pour Ghezal entre Lyon et Everton

UN ACCORD aurait été trouvé entre Lyon, vice-champion de France, et Everton pour le transfert de l'international algérien, Rachid Ghezal, vers le club de Premier League anglaise, indique vendredi la presse locale. Les deux parties seraient tombées d'accord pour un transfert qui va avoisiner les 11 millions d'euros. En plus, l'OL percevra 20% sur la future revente du joueur, croit savoir le journal «Le Progrès». Ghezal (24 ans), sous contrat avec l'OL jusqu'en juin 2017, n'a pas trouvé un terrain d'entente avec la direction de son club pour le prolongement de son bail. Une situation qui a incité quelques clubs européens, dont Everton, à s'intéresser à lui depuis quelques semaines. L'ailier droit des Rhodaniens, révélation de la saison passée, n'a pas été aligné lors des deux dernières sorties de Lyon. En plus d'avoir raté le trophée des champions, l'Algérien n'était pas du groupe qui a joué et gagné



contre Nancy dimanche passé pour le compte de la première journée de Ligue 1. Il ne sera non plus présent pour la réception de Caen vendredi soir dans le cadre de la deuxième journée du championnat à cause d'une blessure à l'adducteur, avait annoncé jeudi son entraîneur Bruno Genesisio.

Il critique les conditions de préparation et la mauvaise prise en charge des athlètes Le boxeur Labbadi jette un pavé dans la marre un pavé dans la marre

■ Le boxeur algérien, Lyes Abbadji, a jeté un véritable pavé dans la marre en dénonçant les conditions de préparation des athlètes en général et des boxeurs en particulier et leur mauvaise prise en charge qui ne leur permet pas de décrocher des médailles aux Jeux olympiques.

Par Mahfoud M.

«**S**ais-tu peuple algérien que la majorité des boxeurs sont au chômage et que si nous recevons une quelconque blessure grave, nous nous retrouverons à la rue. Sais-tu cher peuple que nous recevons 800 DA/jour lors des stages de préparation et que nous ne touchons aucun salaire, alors que les boxeurs marocains, par exemple, touchent 2 000 euros le mois», a révélé Labbadi dans une lettre qu'il dit adressé au peuple algérien pour expliquer le ratage de la boxe dans ces derniers Jeux olympiques de Rio. Labbadi tiendra à rappeler que les pugilistes n'ont rien obtenu pour leur qualification aux JO alors que les joueurs de l'EN Olympique ont obtenu 4 millions de DA chacun après avoir décroché le billet de qualification aux JO. «Si eux représentent l'Algérie, et nous qui nous représentons Israël ?» s'est-il interrogé avec une note d'ironie. Le boxeur algérien a aussi indiqué que les pugilistes algériens touchent 8 dollars/jour lors des stages à l'étranger, alors que les joueurs de football minimes touchent 150 euros/jour pour ces mêmes stages effectués hors du pays. Il rappellera aussi que des JO se préparent durant quatre

Labbadi lance un cri de détresse



ans et non trois mois comme l'ont fait les membres de l'EN de boxe, en plus du fait que la sélection nationale ne dispose pas d'une salle propre à elle pour effectuer sa préparation, sachant qu'elle se sert de la salle du GSP. Le boxeur, apparemment touché dans son amour propre, a rappelé qu'à chaque fois qu'il ou ses coéquipiers parlent de ces mauvaises conditions qu'ils vivent on leur rétorque que la boxe et le sport des pauvres. Labbadi avouera qu'il s'attend à des représailles après ces révélations, mais qu'il se devait de dire ses vérités au peuple. A rappeler que les athlètes vivent aussi des conditions

aussi difficiles, et c'est le cas du décathlonien, Bourrada qui n'a bénéficié d'aucuns moyens pour préparer ces Jeux et que malgré cela il a pu décrocher la 5^e place dans ces jeux. Des images le montrant récupérer dans une baignoire avec des bouteilles remplies de glace ont fait, d'ailleurs, le tour de la toile et des réseaux sociaux. Avant-hier seulement, il a dû regagner le lieu de son hébergement dans le village olympique en bus après qu'il a été oublié par les officiels algériens qui disposaient pourtant de cinq voitures mais qui ont été réquisitionnés pour une visite chez l'ambassadeur.

M. M.

Larbi Bourrada

«Les Olympiades ne se préparent pas en trois mois»

Le décathlonien algérien Larbi Bourrada, cinquième aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro 2016 et auteur d'un nouveau record d'Afrique, a déploré les moyens «dérisoires» mis à sa disposition avant les Olympiades, estimant que ces derniers ne se préparent pas en trois mois. «On manque de moyens pour atteindre le niveau mondial. Les Jeux olympiques se préparent pendant deux à trois ans et non pas en trois mois. L'athlète pétri de qualités et qui a prouvé à plusieurs fois devrait être pris en charge dans le moindre détail pour qu'il puisse se concentrer sur sa discipline et pouvoir rivaliser avec les meilleurs. Malheureusement ce n'est pas le cas chez nous. A l'approche d'un événement sportif on court à gauche et à droite et on tente de préparer l'athlète à la dernière minute. Nous sommes très loin du niveau mondial», a déclaré Bourrada à l'envoyé spécial de l'APS à Rio. Pour sa première participation aux Jeux Olympiques, Bourrada a décroché la cinquième place comme lors des mondiaux de Pékin 2015 avec la clé un nouveau record d'Afrique (8521 pts). Outre le manque de moyens de préparation, le décathlonien algérien n'a pas été épargné par



les blessures dont une au dos qui l'a tenu éloigné des pistes pendant plusieurs mois. «J'ai payé cash mon manque de compétition. A ce niveau, il faut être prêt sur tous les plans, malheureusement ça n'a pas été le cas pour moi contrairement à mes adversaires dont certains sont à leur troisième participation aux Jeux olympiques», a expliqué Bourrada. «J'ai rencontré beaucoup de problèmes pour avoir à mes côtés mon entraîneur adjoint Hocine Mohamed. Je le remercie pour tout ce qu'il a fait pour moi à Rio, il était avec moi 24H/24. Lors des deux jours de compétition, Il n'a pas dormi un instant, il me massait entre deux épreuves allant jusqu'à me frapper. Il a également pris beaucoup de risques pour entrer au village olympique et au stade», a encore

dit Bourrada. En dépit de tous ces aléas, le champion d'Afrique en titre a réalisé un parcours exemplaire et une performance mondiale en terminant parmi les cinq meilleurs au monde. «Je suis très content de ma performance, ce n'est pas chose facile de se classer dans les cinq premiers aux JO. Certes, j'aurais aimé décrocher une médaille olympique mais le manque de moyens et de compétition ainsi que la blessure m'ont empêché de réaliser mon objectif, j'espère que le peuple va me comprendre. Il y a beaucoup qui ne connaissent pas le décathlon, c'est une discipline très difficile», a-t-il précisé. Interrogé sur son avenir, le recordman d'Afrique du décathlon est resté évasif tout en exhortant la fédération à mobiliser les moyens qu'il faut pour qu'il puisse continuer sur sa lancée et améliorer ses performances au niveau mondial. «J'ai besoin d'aide de la fédération, des moyens pour travailler et progresser. Je veux des moyens de récupération et du matériel d'entraînement. Je veux aussi disposer d'un Kinésithérapeute, c'est la moindre des choses pour un athlète de l'équipe nationale», a-t-il lancé.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Tremblement de terre

Un séisme de magnitude 6,0 frappe le Japon

Le Japon a été secoué par un violent séisme samedi, pour la deuxième journée consécutive, mais les responsables n'ont pas fait état dans un premier temps de victimes ou de dégâts. Le séisme, de magnitude 6,0, s'est produit au large du littoral nord du pays, à 167 km de la ville de Miyaki, selon l'Institut américain de géologie (USGS). Il n'y a pas eu d'alerte au tsunami à la suite

de ce séisme qui s'est produit à une profondeur d'environ dix kilomètres, selon l'agence météorologique japonaise. Le tremblement de terre est intervenu au lendemain d'un séisme sous-marin de magnitude 5,3, qui s'était produit vendredi au large de la préfecture d'Ibaraki au Japon, au sud de Fukushima sans faire de dégâts ni de victimes. (APS)

Colombie

Un billet à l'effigie de l'écrivain Garcia Marquez

UN NOUVEAU billet de 50.000 pesos à l'effigie de l'écrivain et prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez a été lancé vendredi en Colombie par la banque centrale. «La figure principale au recto du billet de 50 000 pesos est Gabriel Garcia Marquez pour rendre hommage à un personnage qui a porté très loin le nom de la Colombie depuis le milieu du siècle dernier», a déclaré le directeur général de la Banque de la République, José Dario Uribe, en présentant le nouveau billet d'une valeur équivalente à environ 15 euros. La cérémonie de lancement s'est déroulée ven-

dredi après-midi dans la ville caribéenne de Santa Marta, à environ 80 km d'Aracataca, village natal de Garcia Marquez situé dans le nord de la Colombie et qui a inspiré le Macondo de son célèbre roman «Cent ans de solitude». Au verso des billets, sont représentés «les peuples qui ont depuis toujours vécu dans la Sierra Nevada de Santa Marta, reconnue par l'Unesco comme réserve de la bio-sphère de l'Humanité», a-t-il ajouté. Garcia Marquez est décédé à l'âge de 87 ans en avril 2014 à Mexico, où il résidait avec son épouse Mercedes Barcha.

Corée du Nord

Pyongyang accuse son diplomate qui a fait défection au Sud de «crimes»

LE HAUT diplomate nord-coréen qui a récemment fait défection au Sud est un «criminel» qui avait reçu l'ordre de revenir au pays pour y être interrogé, a affirmé Pyongyang samedi dans une première réaction officielle. «Le transfuge Thae Yong-Ho, numéro deux de l'ambassade de Corée du Nord en Grande-Bretagne, a détourné une importante somme d'argent, a violé un mineur et a espionné pour le compte de Séoul», a accusé l'agence de presse officielle KCNA. L'agence a par ailleurs critiqué le Royaume-Uni pour avoir permis à cette «pourriture humaine» de faire défection en Corée du Sud, affirmant que Pyongyang avait au préalable averti Londres pour ces méfaits et demandé son extradition. Les défections de diplomates sont d'autant plus rares que la Corée du Nord, de plus en plus isolée sur la scène internationale en raison de son programme nucléaire militaire, maintient relativement peu d'ambassades. Parmi les précédents, figurent notamment la défection en 1997 de l'ambassadeur nord-coréen en Egypte, ou celle l'année dernière d'un diplomate en poste en Afrique. Toute trahison de diplomate constitue un sérieux revers pour Pyongyang. Mais la défection de Thae Yong-

Ho semble d'une importance toute autre, car Londres est une des représentations nord-coréennes les plus prestigieuses. M. Thae avait travaillé pendant dix ans au sein de l'ambassade, une durée totalement inhabituelle à un poste aussi prestigieux. La défection de M. Thae avait été annoncée mercre-

Accidents de la route

Huit morts et 88 blessés durant les dernières 48H

HUIT personnes ont trouvé la mort et 88 autres ont été blessées dans 20 accidents de la circulation survenus entre le 18 et le 20 août, au niveau national, selon un bilan de la Protection civile rendu public hier. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Biskra où une personne est décédée et trois autres ont été blessées suite à une collision entre deux véhicules légers survenue sur le chemin de wilaya n°60, commune d'El Mesdour, daïra de Bordj Kheris, précise la même source.

Par ailleurs, la même source déplore le décès de deux personnes par noyade dans des plages interdites à la baignade, à Oran et Mostaganem. En outre, les agents de la Protection civile sont intervenus pour l'ex-

PEUT-ON SORTIR DU MODÈLE RENTIER ?



Près de deux mille hectares détruits ces derniers jours

Une saison estivale embrasée par les flammes

■ Avec un total de 537 hectares détruits dans 174 incendies en une semaine selon le dernier bilan de la direction générale des forêts (DGF), le pays, en cette saison estivale, n'est pas près d'en finir avec le phénomène des feux de forêt.

Par Yacine Djadel

Depuis le début de l'été, les forêts algériennes n'ont cessé de brûler, de la wilaya de Béjaïa, la plus touchée par ce phénomène, à celles de Sidi Bel-Abbès, Boumerdès, Souk Ahras, Tlemcen, Tizi Ouzou, Jijel, rares sont les régions qui semblent être épargnées par ces incendies qui prennent de plus en plus d'ampleur. En effet, avec un total de 537 hectares détruits dans 174 incendies en une semaine selon le dernier bilan de la direction générale des forêts (DGF), le pays, en cette saison estivale, n'est pas près d'en finir

avec le phénomène des feux de forêt. Ainsi de fortes chaleurs, d'énormes dégâts et ravages liés à ces derniers n'ont pas manqué de marquer l'actualité ces derniers jours. Le gigantesque incendie de Constantine avec une superficie de 20 hectares de couvert végétal et 300 botes de paille détruites hier, selon des services de la Protection civile, en est l'exemple parfait pour témoigner de la propagation du fléau. Le patrimoine forestier brûle et ne laisse derrière que cendres et espaces noirs calcinés. Un véritable désastre écologique avec les milliers d'arbres forestiers et fruitiers, les immenses superficies de maquis et de broussailles dont il ne reste que des cendres virevoltant au gré du vent. Aussi des suffocantes canicules marquant ces récents jours, nos forêts qui brûlent sans cesse en sont pour beaucoup. Des incidents en flammes déclarés ça et là atteignant même les

régions du sud du pays. Pour preuve plus de 1 000 arbres fruitiers ont été ravagés vendredi dernier à Illizi. Un fait qui, d'ordinaire, rap ne touchait que le nord du pays. Par ailleurs, pour venir à bout de ce mal, l'activation dernièrement du plan de lutte contre les incendies par les services de la Conservation des forêts de la wilaya d'Alger en est l'exemple, sans conteste de la détermination des autorités à vouloir en finir avec ces feux de forêt. Un dispositif qui a fait ses preuves en matière de réduction des superficies forestières ravagées, selon le chef de service de la protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts. Malgré cela, les incendies continuent de marquer le quotidien de la saison estivale, notamment pour ces professionnels du feu qui toujours débordés et ne chôment point à cette période de l'année. Y. D.



tionction de 41 incendies de forêts, 11 incendies de maquis et 32 incendies de récoltes, palmerais et d'herbes sèches, ayant causé des pertes estimées à 83 Ha de forêts, 59 ha de maquis, ainsi que de 5217 botes de foin et 577 arbres fruitiers, et 40 palmiers.

R.N.

Sommet de l'ASEAN au Laos

Le président Obama se rendra début septembre

LE PRÉSIDENT américain Barack Obama se rendra début septembre au Laos pour participer au sommet de l'Asie du Sud-Est, un nouveau voyage dans cette région prioritaire qui débutera par le sommet du G20 en Chine, a annoncé jeudi la Maison-Blanche. Cette 11e tournée de Barack Obama en Asie s'inscrit dans le fameux «pivot» ou «rééquilibrage» de l'Amérique vers cette région, la pièce-maîtresse de la politique étrangère et économique des Etats-Unis. A Vientiane, qui assure cette année la présidence de l'Asean (Association des Nations d'Asie du Sud-Est), M. Obama participera du 6 au 8 septembre au sommet du groupe régional avec les Etats-Unis et à celui de l'Asie orientale qui inclut les grandes puissances régionales (Etats-Unis, Chine, Japon, Corée du Sud, Australie, Russie). L'étape laotienne revêt surtout une portée exceptionnelle puisque «le président Obama sera le premier président des Etats-Unis à se rendre» dans ce pays communiste, a fait valoir la Maison-Blanche.